



**MILLENNIUM CHALLENGE
ACCOUNT - SENEGAL**

LTS01-S



République du Sénégal

Un peuple - Un but - Une foi

PRIMATURE

ACTIVITE DE SECURISATION DU FONCIER DANS LE CADRE DU PROJET D'IRRIGATION ET DE GESTION DES RESSOURCES EN EAUX DE MCA SENEGAL

ETUDES D'ETAT DES LIEUX

TACHE 2 : RAPPORT SUR LES SYSTEMES D'ADMINISTRATION DES TERRES

**(IDENTIFICATION DES PRATIQUES ET OUTILS EXISTANTS SUR
L'ADMINISTRATION DU FONCIER)**

EVALUATION DES OUTILS ET PRATIQUES EXISTANTS DE GESTION FONCIERE

Version : 1.1

15 Mai 2011

GROUPEMENT CIRAD – FIT CONSEIL – SONED AFRIQUE



INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT

TABLEAU DE DIFFUSION

Destinataires			Objet Diffusion				Paraphe
Entité	Fonction	Nom	RC	RF	A	I	
MCA-Sénégal	Directeur Général	Mr Ibrahima DIA	X				
MCA-Sénégal	Directeur du Projet Foncier	Mr Alain DIOUF	X				
FIT Conseil	Directeur de Projet	Mr Eric THALGOTT			X		
CIRAD	Directeur Général	Mr Pierre FABRE				X	
FIT Conseil	Directeur Général	Mr Fabrice BUNOUF				X	
SONED Afrique	Président Directeur Général	Mr Abdou El Mazide NDIAYE				X	

RC : Revue Contenu – **RF** : Revue Forme – **A** : Application – **I** : Information

TABLE DE L'HISTORIQUE DU DOCUMENT

Version	Date	Paragraphes et pages concernés	Création ou objet de la mise à jour	Auteur
1.00	25/03/2011	Tout le document	Création	Prof. Samba TRAORE, Expert Foncier
1.10	15/05/2011	Tout le document	Corrections suite aux observations MCC / MCA	Yves CROSNIER, Chef de mission
1.11	31/05/2011	Pages mentionnées au rapport de validation	Corrections suite aux observations MCC / MCA	Yves CROSNIER, Chef de mission

REMARQUE

Chaque révision du présent document doit correspondre à un numéro de version dont le format est : X.YY

Où X : est le numéro de version

Y : est le numéro de mise à jour de la version (indice de révision)

Une version nouvelle correspond à une modification majeure du contenu. Cette décision est prise lors de validation sur proposition de(s) l'auteur(s).

Sommaire

❖	CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE.....	6
❖	ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS	7
❖	INTRODUCTION	10
1	ETAT DES LIEUX ET GENERALITES.....	13
1.1	LES OUTILS EXISTANTS : COMMUNAUTES RURALES ET COMMUNES	13
1.1.1	Les registres fonciers : sens et utilité	13
1.1.2	Les PUD (Communes de Podor et de Ross Béthio)	16
1.1.3	Les POAS.....	17
1.1.4	La charte du domaine irrigué (CDI) :	21
1.1.5	Le Groupement d'intérêt communautaire (GIC).....	22
1.2	LES TRADITIONS ET PRATIQUES AU NIVEAU DES COLLECTIVITES LOCALES.....	23
1.2.1	Les pratiques de gestion de l'espace.....	24
1.2.2	Les changements induits par les POAS.....	26
1.2.3	La CDI et la nouvelle gestion de la mise en valeur	26
1.2.4	Les PUD dans les traditions urbaines	26
1.2.5	Les conflits fonciers et les modes de résolution	27
1.3	LES OUTILS ET PRATIQUES DE GESTION FONCIERE DANS LES OP	29
1.3.1	BREF RAPPEL DES PROCEDURES ET PRATIQUES D'ATTRIBUTION FONCIERE.....	30
1.3.2	LES PRATIQUES DANS LES OP ENQUETEES (ZONE DE PODOR)	31
1.3.3	LES PRATIQUES DANS LES OP ENQUETEES (ZONE DU DELTA)	32
2	LA QUALITE DES OUTILS DE GESTION FONCIERE : CONTENU ET ETAT DES OUTILS.....	33
2.1	LES REGISTRES FONCIERS	33
2.2	LES POAS ET LA CDI	34
2.3	LES PUD	36
3	CONSERVATION ET ARCHIVAGE DES OUTILS	37

3.1	UNE RELATIVE DISPARITE ENTRE COLLECTIVITES DANS LA ZONE DU PROJET	37
3.2	UNE CONSERVATION MAL MAITRISEE	37
3.3	POUR UNE POLITIQUE D'ARCHIVAGE ET DE CONSERVATION DES DOCUMENTS	39
3.3.1	La modernisation des procédures	39
3.3.2	Le renforcement des capacités	39
3.3.3	Des équipements adaptés pour une bonne conservation	39
3.3.4	Commentaires	40
3.4	FORME, CONTENU, MODE DE CONSERVATION ET D'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS	41
3.4.1	– Les documents fonciers	41
3.4.2	– Les documents administratifs : statuts, règlement intérieurs	41
4	EVALUATION DE L'ELABORATION ET DE L'APPLICATION DES OUTILS	42
4.1	LES POAS	42
4.1.1	Rappels sur l'élaboration	42
4.1.2	Les retards à l'application de l'outil	44
4.1.3	Éléments pour la mise en œuvre des POAS	46
4.2	LE PLAN D'URBANISME DE DETAIL (PUD)	47
4.3	LA CHARTE DU DOMAINE IRRIGUE (CDI)	47
5	RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'ARCHIVAGE ET DE CONSERVATION DES OUTILS FONCIERS	49
5.1	INTEGRATION DU GENRE DANS LES OUTILS POAS ET CDI	49
5.2	DOCUMENTS FONCIERS GENERES AU NIVEAU LOCAL	51
5.3	INSTAURATION D'UNE POLITIQUE DE CONSERVATION ET D'ARCHIVAGE	51
5.3.1	OBLIGATIONS LEGALES	51
5.3.2	PRECONISATIONS	52
5.4	VULNERABILITE DES DOCUMENTS	52
5.5	ACCES A L'INFORMATION	53
5.6	RECOMMANDATIONS	53
5.6.1	Mesures conservatoires immédiates	54

5.6.2	Amélioration générale des locaux et mobiliers.....	54
5.6.3	Mise en place de procédures et outils	54
5.6.4	Réalisation de formations sur l’archivage.....	54
5.6.5	Mise à disposition des documents de référence	54
5.6.6	Cas spécifiques des OP	54
❖	CONCLUSION	55
❖	ANNEXES	57
➤	EXEMPLE DE CARTES DU POAS.....	57
➤	CHARTRE DU DOMAINE IRRIGUE (CDI)	57
➤	RAPPORTS D’ENQUETES.....	57
➤	TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	57
▪	COMMUNAUTE RURALE DE DODEL	71
▪	COMMUNAUTE RURALE DE GUEDE VILLAGE.....	73
▪	COMMUNAUTE RURALE DE NDIAYENE PENDAO.....	76
▪	COMMUNAUTE RURALE DE GAMADJI SARE	80
▪	COMMUNE DE PODOR.....	82

❖ **CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE****PROGRAMME**

TITRE	ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE AUX TRAVAUX PREPARATOIRES A LA SECURISATION FONCIERE
FINANCEMENT	MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT – SENEGAL
EXECUTANT	CIRAD / FIT CONSEIL / SONED AFRIQUE
CODIFICATION	MCA / LTS01-S

REALISATION

PAYS	SENEGAL
REGIONS	SAINT LOUIS

CONTRAT

TYPE	FORFAITAIRE
MONTANT	
DEBUT D'EXECUTION	28 SEPTEMBRE 2010
DUREE	12 MOIS
FIN	27 SEPTEMBRE 2011
OBJET	SERVICES DE CONSULTANTS

AVENANT

Néant

OPERATEURS

CHEF DE FILE	FIT CONSEIL
PARTENARIAT LOCAL	CIRAD et SONED AFRIQUE
SOUS TRAITANCE DECLAREE	Néant

❖ **ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS**

A / S / A	Signifiant
A	
AHA	Aménagement Hydro-Agricole
APS	Avant Projet Sommaire
ANSD	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
ARD	Agence Régionale de Développement
ASCOM	Assistant Communautaire
C	
CADL	Centre d'Appui au Développement Local
CDI	Charte du Domaine Irrigué
CER	Centre d'Expansion Rurale
CERP	Centre d'expansion rurale polyvalent
CFCSA	CIRAD – FIT Conseil – SONED Afrique (Groupement)
CIFA	Centre Interprofessionnel de Formation Aux Métiers de l'Agriculture
CIVD	Cadres Inter- Villageois de Développement
CLC	Cadres Locaux de Concertation
CNCAS	Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal
CR	Communauté Rurale
CVD	Cadre Villageois de Développement
E	
EXAF	Exploitation Agricole Familiale
F	
FOMAED	Fond de Maintenance des Adducteurs et Emissaires de Drainage
FOMIIG	Fonds de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général
FOMPII	Fonds de Maintenance des Périmètres Irrigués
FOMUR	Fonds Mutuel de Renouvellement (des stations de pompage et des équipements hydromécaniques)
FPA	Fédération des Périmètres Autogérés
G	

A / S / A	Signifiant
GAF	Gestion administrative du foncier
GAHA	Grands Aménagements Hydro-Agricoles
GIRARDEL	Groupe Interdisciplinaire de Recherches et d'Action en Développement Local
GPS	Global Positioning System
I	
ISRA	l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles
M	
MCA	Millénium Challenge Account
N	
NPA	Nouvelle Politique Agricole
O	
OCB	Organisations Communautaires de Base
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
OMVS	Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
OP	Organisation paysanne
OP	Organisation professionnelle
OP	Organisation de producteurs
OPB	Organisations Paysannes de Base
P	
PACR	Projet d'Appui aux Communautés Rurales (Financement AFD)
PEI	Plan d'Exécution de l'Inventaire
PLD	Plan Local de Développement
PNAT	Plan National d'Aménagement du Territoire
POAS	Plan d'Occupation et d'Aménagement des Sols
Q	
QCM	Questionnaires à Choix Multiples
R	
RTS	Radio Télévision Sénégalaise

A / S / A	Signifiant
S	
SAED	Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
SIF	Système d'Informations Foncières
SVC	Sections villageoises de coopérative
T	
TDRs	Termes de Référence
V	
VFS	Vallée du Fleuve Sénégal

❖ INTRODUCTION

La majorité des Etats de l'Afrique de l'Ouest avait oublié de sécuriser le foncier, obnubilés qu'ils étaient par des politiques de développement, surtout agricole, qui mettaient plus l'accent sur l'exploitation de la terre en vue de l'autosuffisance alimentaire ou la culture de rente, que sur la clarification et la consolidation des droits fonciers. Quelques décennies après les indépendances, on a constaté que la sécurité alimentaire tant recherchée ne pouvait être atteinte que si on sécurisait les droits sur la terre. C'est ainsi que certains Etats, comme le Sénégal, ont mis l'accent sur l'instauration d'une réglementation pour une sécurisation foncière adaptée aux besoins. Au regard de l'inapplication et des fortes contradictions entre le contenu des textes juridiques et la pratique, il urgeait d'expérimenter d'autres outils pratiques en plus de la législation.

Ces outils, compatibles avec la législation sénégalaise en matière foncière et en respect des textes sur la décentralisation et le transfert de compétences furent expérimentés, pour la plupart, dans la Vallée du Fleuve Sénégal. Grenier du Sénégal, la Vallée du Fleuve a servi de laboratoire pour ces outils pratiques de sécurisation foncière. Ce fut le cas des POAS et de la Charte du Domaine irrigué. Les Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS), issus d'une lecture de l'article 195 du code des collectivités qui dispose en substance que le conseil rural délibère sur le plan général d'occupation des sols ont été expérimentés pour la première fois dans la communauté rurale de Ross Béthio (devenue par la suite une commune avec les amputations de la Communauté rurale de Diama et celle de Ngniit). Elaborés de manière participative avec l'appui de la Société d'Aménagement et d'Exploitation du Delta (SAED), les POAS comprennent essentiellement un zonage de la communauté rurale, le tracé clair des pistes de bétail et des points d'eau, en plus des modalités de gestion des conflits fonciers.

Depuis la réussite de ce projet pilote, presque toutes les communautés rurales de la Vallée jusqu'à Bakel se sont lancées dans le processus d'élaboration, de vulgarisation et de mise en œuvre des POAS. S'il est observé une différence dans les niveaux d'achèvement des POAS selon les communautés rurales concernées, celles qui sont concernées par le Projet MCA sont assez avancées à l'exception des communautés rurales nouvellement créées (cas de Diama). Ces POAS sont aujourd'hui de véritables outils performants de sécurisation foncière mais aussi et surtout, permettent d'arriver à une réforme foncière en douceur.

Parallèlement à ces POAS, une innovation de taille a été aussi initiée et expérimentée sur la Vallée : il s'agit de la Charte du Domaine Irrigué (CDI). Fruit d'un long processus de concertation, de partage et de codification, la CDI a été initiée pour préserver les ressources que constituent l'eau et la terre dans la Vallée du Fleuve et de la Falémé. Zone d'excellence de la riziculture, la compétition des acteurs et leur utilisation incontrôlée du domaine irrigué et de l'eau ont occasionné des risques écologiques justifiant une inquiétude de la part des utilisateurs et des politiques et donnant naissance à la CDI. La charte, comme son nom l'indique, est un document non contraignant en principe et se particularise par son contenu dépourvu de toute sanction juridique.

Toutefois l'ordonnancement juridique depuis l'arrêté 7808 du 25 Juillet 2007 du Premier ministre, a remis un peu en cause la dimension « charte » qui faisait sa particularité; la charte devient ainsi de facto un acte réglementaire et en conséquence obligatoire et sanctionné. Pourtant, certains experts estiment toujours que la CDI n'a pas de valeur contraignante. Avec cet arrêté du Premier ministre, la charte se

positionne sur la pyramide des normes et en conséquence s'impose à tout utilisateur du domaine irrigué. En cas de non respect, par l'attributaire, de la charte et de l'engagement qui est annexé à la charte, les sanctions prévues s'appliquent automatiquement. Dans sa formulation, la Charte donne plein pouvoir aux communautés rurales de désaffecter la terre du domaine irrigué en cas d'inobservance des critères de mise en valeur minimales. La Charte apporte aussi une nouveauté, en ce sens qu'elle comble les failles de la loi sur le domaine national ainsi que son décret d'application en posant des conditions de mises en valeur sur le domaine irrigué.

Ces outils novateurs viennent compléter d'autres outils classiques qui datent des indépendances et qui participent à sécuriser le foncier : il s'agit des registres fonciers et des plans d'urbanisme de détails. Les registres fonciers doivent en principe contenir toutes les opérations d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national. Mais des problèmes de qualité, de conservation, de maintenance et de mise à jour de ces registres persistent. D'où la nécessité de mettre en place des techniques de conservation et d'archivage en vue de conserver en toute sécurité les registres fonciers. Dans cette même dynamique, le registre des délibérations ne devrait pas être ignoré, car il contient aussi des informations foncières notées lors des séances de délibération du conseil rural.

Pour les Organisations Paysannes (OP), structures juridiquement reconnues à travers leurs statuts et règlements intérieurs, elles ont presque pris le relais des anciennes coopératives dans la gestion et l'exploitation du domaine irrigué. En effet, bénéficiant d'une personnalité juridique distincte de leurs propres membres, constituées sous la forme de cette formule juridique d'association, les OP bénéficient d'importantes affectations de terres à usage agricole dans le Delta. Dans cette dynamique, les OP doivent conserver les documents administratifs relatifs à leur fonctionnement interne et en particulier les données relatives aux attributions et retraits de parcelles. D'où l'intérêt de revisiter les procédures et pratiques d'attribution foncière au sein de ces OP, mais aussi et surtout les l'état et les techniques d'archivage de ces documents afin de préconiser une meilleure stratégie de conservation des documents.

S'agissant du genre, Au Sénégal, une réforme constitutionnelle et des législations ont été adoptées pour garantir l'égalité des droits des hommes et des femmes en matière de tenue foncière. L'article 15 de la constitution adopté en 2001 a aussi bien à l'homme qu'à la femme le droit à la propriété foncière.

Ces dispositions légales et formelles sont certes initiées pour lever les contraintes d'accès des femmes aux ressources, mais leur effectivité est constamment remise en cause. La féminisation progressive de la pauvreté reste un phénomène lié en grande partie à la marginalisation des femmes et leurs difficultés d'accéder et de contrôler les ressources comme le foncier du fait du système patriarcal dominant dans la société Sénégalaise.

Que les femmes appartiennent à une famille riche ou pauvre, leur accès à la terre est largement subordonné à leur position particulière dans la famille et dans le ménage. L'accès aux ressources foncières peut différer selon la situation matrimoniale, la procréation, l'âge, le rang d'épouse dans un mariage polygame.

La considération du contexte familial permet donc de rendre compte des situations réelles et particulières d'accès des femmes aux ressources foncières. Mais aussi diverses que soient ces situations, elles ont en commun de s'inscrire dans le cadre familial. Toutefois la logique qui sous-tend la gestion familiale de la production voudrait que ce soit l'homme, chef de ménage (dans la majorité des cas) qui gère et contrôle le foncier. Ce chef détient des pouvoirs aussi bien dans la production que dans la distribution des ressources.

Certains évoquent les considérations socio culturelles, d'autres pensent que c'est la non maîtrise des procédures d'affectation qui empêchent les femmes de jouir pleinement de leur rôle d'accès au foncier.

Les femmes rurales sénégalaises n'ont majoritairement aucun niveau d'étude formel. Bien que les programmes d'alphabétisation dans les langues nationales ont permis à certaines de lire et écrire, il n'en demeure pas moins que ne sachant ni lire ni écrire le français, elles ne sont pas familières aux lois et règlements qui régissent le système foncier sénégalais.

Certaines communes étant concernées par le Projet, en particulier Ross Béthio et Podor, un outil de sécurisation juridique est à leur disposition même si ce dernier n'a pas de rapport direct avec la gestion des cuvettes ou des aménagements hydro-agricoles : il s'agit des PUD prévus par le code de l'urbanisme ainsi que les textes sur la décentralisation et le transfert de compétences.

Tous ces outils de sécurisation foncière, élaborés selon des techniques et approches différentes posent aujourd'hui de réelles difficultés dans leur mise en œuvre. Les raisons justifiant les impairs de mise en application sont diverses et méritent aujourd'hui que l'on se penche sur les pistes de solutions dans la perspective d'une meilleure sécurisation du foncier dans la vallée du fleuve Sénégal.

Le présent document procède d'abord à un état des lieux sur les outils de sécurisation foncière existant, analysés sous le prisme des dispositifs juridiques pertinents et des pratiques observées ; une appréciation est ensuite portée sur la qualité, la conservation et la maintenance de ces outils à travers une insistance justifiée sur les OP. Pour finir, l'évaluation de l'élaboration et de l'application de ces outils est effectuée.

1 ETAT DES LIEUX ET GENERALITES

Les outils et les pratiques de gestion foncière, dans les collectivités locales de la zone du projet sont variés, selon les acteurs. La tenue de ces outils dépend entièrement, pour certains, de la capacité de la collectivité ou du groupement paysans à les entretenir et à les conserver : c'est le cas des registres fonciers, des PUD et des cahiers des OP. D'autres outils ne dépendent pas entièrement de ces acteurs, d'autres partenaires y intervenant en amont ou en aval, ce qui freine ou retarde souvent l'évolution du processus : il s'agit des POAS et de la CDI. Si certains de ces outils sont anciens et relèvent d'une tradition bien établie depuis des décennies : registres fonciers et PUD (celui de Podor principalement), d'autres sont relativement récents et sont nés avec le développement des organisations paysannes et des politiques de sécurisation foncière.

1.1 LES OUTILS EXISTANTS : COMMUNAUTES RURALES ET COMMUNES

Les textes sur la décentralisation ont transféré des compétences générales et spécifiques aux collectivités locales. Concernant la gestion foncière, les communautés rurales ont reçu depuis la loi de 64-46 la compétence en matière d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national. A cet effet, dans la perspective d'assurer et de renforcer la sécurisation foncière, le cadre juridique a prévu la mise en place d'outils de sécurisation foncière. Certains de ces outils sont intimement liés à l'histoire de la décentralisation foncière, tels que le registre foncier et le cahier des délibérations. D'autres outils ont été expérimentés depuis quelques années, particulièrement dans la vallée du fleuve Sénégal : il s'agit des Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) et de la Charte du Domaine Irriguée (CDI). Dans les communes, les Plans d'Urbanisme de Détails (PUD) sont plutôt conçus pour l'habitat urbain.

Si les registres fonciers sont intéressants à étudier dans le cadre du projet, par contre les PUD n'ont pas directement de lien avec les objectifs du projet, parce que conçus principalement pour l'habitat même si ils peuvent toutefois déterminer les modes particuliers d'utilisation du sol.

Les commentaires seront axés sur les registres fonciers, et principalement ceux des communautés rurales, car les registres fonciers des communes, sont conçus pour les zones urbaines du domaine national, sises dans les communes du projet, ainsi que d'autres types de terres à savoir le domaine privé, communal. La configuration des deux communes du projet ne laisse entrevoir aucune possibilité que les zones urbaines à affecter touchent les cuvettes et les périmètres. Les cas de zones urbaines situées dans le périmètre (les enquêtes n'en ont pas révélés) seront étudiés. Par ailleurs, le fonctionnement des fonds, qui ont été institués pour une pérennité des ressources et une maintenance des équipements publics avec l'appui de la SAED en vue d'une meilleure sécurisation méritent d'être explorés.

1.1.1 Les registres fonciers : sens et utilité

Droit strictement sacré, la propriété bénéficie d'une protection très particulière depuis la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 qui disposait dans son article 17 que « la

propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité». Cette disposition est inscrite dans la déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU de 1948, et renforcée par l'article 15 de la constitution de la République du Sénégal comme droit fondamental qui dispose en substance que : « Le droit de propriété est garanti par la présente Constitution. Il ne peut y être porté atteinte que dans le cas de nécessité publique légalement constatée, sous réserve d'une juste et préalable indemnité. L'homme et la femme ont également le droit d'accéder à la possession et à la propriété de la terre dans les conditions déterminées par la loi ».

Il faut rappeler que le droit de propriété fait partie des droits réels définis comme étant un droit qui porte directement sur la chose (jus in rem), par opposition au droit personnel, portant sur le patrimoine d'une personne. Le droit réel donne accès à son titulaire aux utilités d'une chose. Il peut être *principal* : droit réel de propriété, droit de propriété démembré comme l'usufruit, ou encore l'emphytéose. Dans le cas inverse, il fait partie des droits réels *accessoiries* : les servitudes, les droits réels résultant d'une sûreté réelle tels que l'hypothèque, le privilège, le nantissement, le gage. Quant au droit de propriété, il est communément défini comme étant le droit d'user, de jouir et de disposer d'une chose, en être le maître absolu et exclusif dans les conditions fixées par la loi. La propriété désigne également le bien sur lequel porte ce droit. Ainsi, la propriété peut être immobilière ou mobilière.

Il ressort de ces définitions que la propriété est juridiquement sacralisée en étant élevée au dessus de tous les autres droits et libertés publiques, d'où l'obligation faite aux pouvoirs publics de le garantir à travers des techniques de sécurisation foncière. Le législateur a en effet, dans un souci de faire acquérir un droit à tout détenteur de droit sur la terre a subordonné la publicité des affectations dans un registre. Par registre¹, il faut entendre le document dans lequel sont consignés, au niveau des communautés rurales toutes les affectations et désaffectation, régularisation de parcelles relevant juridiquement du domaine national.

Si, dans le cadre du **domaine privé** de l'Etat et du **domaine privé** des particuliers, le service de la **conservation foncière et des hypothèques** gère les droits de propriété foncière, au niveau du domaine national, la mission revient de droit aux communautés rurales. Ces Communautés rurales se chargent d'enregistrer les droits d'usage dans les registres fonciers contrairement aux droits réels (cas des titres fonciers et des baux) qui ne peuvent l'être qu'au niveau du service des impôts et domaines. D'ailleurs, l'article 18 du décret 72-1288 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national dispose en substance que « *toute affectation et désaffectation de terre doit faire l'objet d'une notification aux intéressés. Dans tous les cas où cela sera possible elle sera faite par écrit dont les doubles seront versés au dossier foncier, prévu à l'article 21. L'affectation et la désaffectation font également l'objet d'une publication par les moyens les plus appropriés. Dans tous les cas, la décision d'affectation ou de désaffectation est mentionnée au registre foncier prévu à l'article 21. L'inscription à ce registre vaut preuve en matière de droit d'usage. Toute personne intéressée par une affectation ou une désaffectation signe au dossier foncier ou y appose son empreinte digitale à la suite de la décision la concernant.* »

¹ La question du Registre fait l'objet d'une étude détaillée dans les livrables 3.1, 3.2 et 3.3 (production de modèles de registres et d'archives).

Cette notification bien précisée par le décret n'est **aucunement respectée dans les communautés rurales de la zone du projet** et les raisons sont nombreuses. Il s'agissait d'abord de la méconnaissance des textes par les élus locaux eux même, qui, à force de pratiques de contournement et de détournement des textes sur le foncier ont fini par légaliser des légimitités. Ensuite, l'analphabétisme des citoyens qui, après les délibérations, ne vérifient pas l'inscription effective de leur délibération dans le registre foncier. D'ailleurs, certaines communautés rurales délivrent des titres d'affectation sans opérer l'inscription sur les registres fonciers. Même si par extraordinaire toute cette partie de la procédure était faite de manière parfaite, les intéressés ne se donnent pas la peine de signer les dossiers fonciers ou y apposer leurs empreintes digitales à la suite des décisions les concernant².

En exigeant que toute affectation ou désaffectation soit consignée dans le registre foncier, le souci était essentiellement double : il s'agissait d'une part d'assurer la publicité des droits réels et d'autre part d'en assurer la conservation. La mise en place de registres fonciers découle de ce souci de publicité qui doit entourer toutes les transactions foncières. En effet, la publication des transactions foncière permet de limiter les éventuelles fraudes par la mise en place d'un document foncier unique et officiel permettant de retracer facilement les opérations foncières effectuées sur une parcelle. Notons cependant qu'au niveau des communautés rurales le **registre des délibérations**, qui contient aussi des informations foncières des différentes affectations de terres du domaine national peut également être considéré comme constitutif d'un outil de sécurisation foncière ; à la différence du **registre foncier** il ne contient pas exclusivement des informations foncières.

Toujours dans un souci d'une meilleure sécurisation foncière des affectations et désaffectations, l'article 21 du décret 72-1288 rappelle qu'il est constitué pour chaque communauté rurale un dossier et un registre foncier tenus, en double exemplaire par le Président du Conseil Rural et le Sous-préfet : *La composition du dossier et du registre foncier est (devait être³) fixée par arrêté conjoint du Ministre de l'Intérieur, du Ministre chargé des Finances, du Ministre chargé du Développement rural et du Ministre chargé du Plan.*

Des interrogations sont suscitées à ce niveau, surtout la différence qui existe entre le dossier foncier et le registre foncier. Littéralement, on peut considérer que le dossier foncier comprend les doubles de toutes les affectations ou désaffectation opérées par le conseil rural et peut être aussi la somme des registres fonciers annuels. Tandis que le registre foncier est à l'image du livre foncier qui enregistre tous les droits réels d'une propriété privée. Toutefois, si les registres sont bien usités dans la zone du projet, il faut reconnaître que les dossiers fonciers ne le sont pas.

Les communes ont également reçu la compétence d'affectation des terres du domaine national mais aussi des autorisations d'occuper le domaine public particulièrement lors des opérations de lotissement. C'est pour cette que dans les deux communes de la zone du projet les registres fonciers existent (voir photos en annexe). Dans ces livres fonciers sont consignées toutes les affectations et les autorisations d'occuper.

Un résumé de la situation des registres, telle que rencontrée par les experts dans les Communautés et les Communes, figure au tableau ci-après.

² Des éléments de l'enquête qualitative devraient illustrer le niveau de connaissance (ou non) de ces textes par les Conseillers municipaux et ruraux ; ce point sera commenté au livrable 2.5.

³³ Cet arrêté n'a jamais été pris.

Tableau récapitulatif de l'état des registres et livres fonciers

Collectivités locales	Existence du registre	Etat du registre	Système de conservation
Diam (CR)	Nouveau Registre foncier (modèle PACR)	En installation	En cours d'installation
Ronkh (CR)	Pas d'information (enquêtes en cours)	-----	-----
Gandon (CR)	Existence des anciens modèles et expérimentation du modèle PACR	En bon état	Bonne conservation
Ndiayène Penda (CR)	Existence des anciens modèles et expérimentation du modèle PACR	Mauvais état	Mal conservé
Guédé (CR)	Existence des anciens modèles	Bonne qualité	Mal conservé
Gamadji (CR)	Existence des anciens modèles	Mauvaise qualité	
Dodel (CR)	Existence des anciens modèles	Mise à jour	Bien conservé
Podor (Commune)	Existence d'un livre foncier	Mise à jour	Bien conservé
Ross Béthio (Commune)	Pas de livre foncier	—	—

1.1.2 Les PUD (Communes de Podor et de Ross Béthio)

L'article 3 du décret n°96-1138 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux régions, aux communes et aux communautés rurales en matière d'Urbanisme et d'Habitat énonce que la commune élabore dans le cadre de son ressort territorial : le plan directeur d'urbanisme (PDU); le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) et les plans d'urbanisme de détails (PUD) des zones d'extension, d'aménagement concerté, de rénovation urbaine et de remembrement.

Il est essentiel de préciser que d'après l'article 7 de la loi 2008-43 du 20 août 2008 du code de l'urbanisme, les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme fixent les orientations

fondamentales de l'aménagement des territoires concernés, compte tenu des relations entre ces territoires et les régions avoisinantes et de l'équilibre qu'il convient de préserver entre l'extension des agglomérations, l'exercice des activités agricoles, des activités industrielles, les autres activités économiques et la préservation de l'environnement. Les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme prennent en compte les programmes de l'Etat ainsi que ceux des collectivités locales et des établissements et services publics ou privés. Ils déterminent la destination générale des sols, la nature et le tracé des grands équipements d'infrastructures, en particulier de transport, la localisation des activités les plus importantes ainsi que les zones préférentielles d'extension ou de rénovation et de restructuration.

S'agissant des **plans directeurs d'urbanisme**, ils fixent, d'après l'article 8 du même code les orientations générales et indiquent les éléments essentiels de l'aménagement urbain, dans le cadre du plan national d'aménagement du territoire. Ils intègrent et coordonnent les objectifs de l'Etat, des collectivités locales, des organismes publics ou privés en matière de développement économique et social. Les plans directeurs d'urbanisme s'appliquent aux communes, à des parties de communes ou de communautés rurales, à des agglomérations, ou des parties d'agglomérations que réunissent des intérêts communs dans le cadre de l'intercommunalité. Les plans directeurs d'urbanisme comportent : la répartition et l'organisation du sol en zones suivant leurs affectations ; le tracé de toutes les voies de circulation (routes nationales, régionales, départementales et autres voies primaires) ; la définition des tracés et des emprises des infrastructures de transport ; les emplacements réservés aux activités les plus importantes, aux installations classées et d'intérêt général ou à usage public avec mention de leur destination, aux zones touristiques, aux espaces libres ou boisés ainsi qu'aux zones préférentielles d'extension ; éventuellement les éléments de programmation et de coût des équipements publics et d'infrastructures ; les schémas directeurs des réseaux divers.

Quant aux **plans d'urbanisme de détails** prévus par l'article 9 du code de l'urbanisme, ce sont, eux, des outils techniques et juridiques qui reprennent à plus grande échelle les dispositions d'aménagement d'une zone ou des parties des plans directeurs et schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme. Ils les précisent et en fonction des spécificités de chaque secteur concerné, notamment la délimitation des zones d'affectation en considération de la nature et valeur des sols, des règles d'utilisation du sol et de l'équilibre écologique. Le plan d'urbanisme de détails détermine entre autres : les modes particuliers d'utilisations du sol ; le tracé des voies de circulation ; les emplacements réservés aux équipements publics, aux installations classées et autres installations d'intérêt général et aux espaces libres ; les zones de protection spéciale visées par le code de l'environnement ; les règles et servitudes particulières de construction justifiées par le caractère des lieux ; les conditions d'occupation du sol de façon aussi précise que nécessaire. Par ailleurs, il détermine les quartiers, rues, monuments et sites à protéger ou à restaurer lorsque ceux-ci présentent un caractère historique ou esthétique, les terrains de toute autre nature, qui en raison de leurs caractéristiques doivent être protégés.

A y regarder de plus près, ces PUD semblent se rapprocher des POAS au niveau des communautés rurales. La commune de Ross Béthio est en phase de finalisation de son PUD, alors qu'à Podor, un nouveau PUD vient d'être initié car l'ancien s'est désactualisé.

1.1.3 Les POAS

La gestion du foncier depuis 1964 présente un sombre tableau. En effet, aucune communauté rurale n'avait pu, avant l'adoption des textes sur la décentralisation de 1996, bénéficier d'outils cartographiques, de principes de planification, d'appui et de moyens leur permettant d'assumer pleinement leurs missions. C'est pour cette raison que les lois 96-06⁴ et 96-07⁵ ont tenté de combler ces lacunes, en impulsant la capacité d'initiative des collectivités locales. En s'appuyant sur l'article 3 du CCL⁶, des conventions locales sont développées dans la vallée du fleuve Sénégal, entre les collectivités locales et les populations sous le contrôle de l'Etat avec les « plans d'occupation et d'affectation des sols » (POAS). Cet outil, à la fois juridique et technique est une réponse aux lacunes normatives et aux difficultés dans la gestion des ressources naturelles (l'eau, la terre etc.).

Ces POAS trouvent leur fondement juridique dans la législation sur la décentralisation avec le transfert de la planification et de l'aménagement du territoire aux collectivités locales. En effet, l'article 195 du CCL dispose en substance que le conseil rural délibère en toute matière pour laquelle compétence lui est donnée par la loi notamment sur le plan général d'occupation des sols, sur la création, la délimitation et la matérialisation des chemins du bétail à l'intérieur de la communauté rurale. Quant au cadre réglementaire, il est essentiellement constitué par les décrets d'application de la décentralisation et plus particulièrement le décret 80-268⁷.

Le POAS, en se référant à la planification nationale et régionale se conforme au plan national d'aménagement du territoire (PNAT). Par rapport au système national de planification, le POAS ne se réfère que vaguement au PNAT dans l'introduction de certains documents. Cependant, il est affirmé de manière plus explicite que le POAS tire son origine du Plan Directeur de développement intégré de la Rive Gauche (PDRG) de la vallée du fleuve Sénégal qui est le cadre de référence unique pour les interventions dans le site jusqu'en 2020.

Les POAS trouvent leur origine dans la politique de décentralisation et l'absence de maîtrise du foncier par les CR suite au développement de l'irrigation. Ils sont destinés à réguler les différents usages des ressources naturelles dans une optique de développement durable et une implication des populations dans le choix, la prise en charge des normes et les règles de leur utilisation.

Outre l'intérêt de la réflexion développée localement de manière participative pendant son élaboration, le POAS doit apporter une réponse claire et consensuée à la question du zonage des terres (zones pastorales, agricoles, piscicoles, etc.). Son existence est partout admise aux plans administratifs et techniques mais n'a pas encore obtenue de reconnaissance d'outil juridique au niveau du foncier⁸.

Les leçons tirées de l'opération pilote de Ross Bethio et le déroulement des expériences de Rosso et de Ndiayène Pendao autorisent à penser que l'élaboration dans son ensemble peut se faire en 9 mois. Cela suppose toutefois la prise en charge effective par tous les acteurs de leurs rôles dans l'opération, et surtout la mobilisation, par le Conseil rural des acteurs locaux dans la concertation.

⁴ Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales

⁵ Loi 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales

⁶ L'article 3 du code des collectivités locales dispose que : « les collectivités locales ont pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social, culturel, d'intérêt général, communal ou rural ».

⁷ Décret 80-268 du 10 mars 1980 portant organisation des parcours du bétail et fixant les conditions d'utilisation des pâturages.

⁸ Paola Censoni, Université de Bologne, CIRAD et GIRARDEL, Rapport de stage Masters 2 en 2007 / 2008 ; étude de quatre cas de POAS, dont Ross Bethio (dans la zone du projet).

En mai 2011, l'état d'avancement de l'élaboration des POAS dans les sept (7) CR de la zone du projet se présente comme suit.

CR	Etat d'avancement
Diam	POAS en cours de réactualisation du fait de l'érection de la scission de l'ancienne CR de Ross-Bethio (qui détenait un POAS déjà édité et livré) en 2 CR (Diam et Nguith, cette dernière étant hors zone du projet) et de l'érection de la localité de Ross Béthio en commune
Ronkh	POAS adopté en 2005, édité et livré en 2007
Gandon	POAS en cours de réactualisation du fait que la CR (qui avait un POAS déjà édité et livré) a été amputée de la zone de Ndièbène Gandiol érigée en nouvelle CR
Ndiayène Pendao	POAS adopté en 2005, édité et livré en 2007
Guédé	POAS adopté, édition en cours
Gamadji Sarré	POAS adopté en avril 2011, pas encore édité ni livré
Dodel	POAS adopté, édition en cours.

Au total, toutes les CR de la zone du projet ont adopté un POAS dont 2 édités et livrés (Ronkh et Ndiayène Pendao) depuis 2005, 2 en cours de réactualisation (Gandon et Diam) alors qu'il avait déjà eu édition et livraison avant le recoupage administratif de 2009 et 3 non livrés mais en cours d'édition (Guédé, Gamadji Sarré et Dodel).

Composantes et contenu des POAS

L'outil comporte :

- des règles de gestion de l'espace et des ressources naturelles,
- une cartographie de l'état des lieux et de la réglementation,
- une organisation pour la mise en œuvre.

Les règles de gestion – De manière générale, le POAS est destiné à réguler les usages de la terre et des autres ressources naturelles. Le thème majeur traité par tous les POAS dans la vallée du fleuve est la relation entre l'agriculture irriguée et l'élevage transhumant ou semi-transhumant. Selon les CR un zonage plus ou moins poussé consacre une priorité à l'agriculture ou l'élevage sans qu'aucun des deux usages ne soit exclu. Ainsi, il est retenu des Zones Agro-Pastorales à Priorité Agricole (ZAPA) et des Zones Agro-Pastorales à Priorité Elevage (ZAPE).

- Dans les ZAPE, l'agriculture n'est pas interdite, mais il appartient aux agriculteurs qui se sont installés de prendre les dispositions pour protéger les cultures (clôture des champs, etc.) ; les éleveurs ne sont pas sanctionnés en cas de dégâts sur les champs.
- Dans les ZAPA, il appartient aux éleveurs d'empêcher le bétail de détruire les cultures ; et même (dans certains POAS) le parcours du bétail est interdit dans les ZAPA avant la date de

fin de récolte que les organes d'application du POAS doivent fixer dans les différentes zones de la CR. Mais passé cette date de fin de récolte, les troupeaux ont le droit d'utiliser les pâturages post-culturels (champs récoltés).

- Quelle que soit la zone considérée, les pistes de bétail sont définies de manière claire avec des conditions à respecter par les agriculteurs installés à proximité (en particulier quand la piste s'approche d'un point d'eau).
- Dans d'autres POAS les alentours des puits ou forages pastoraux font l'objet de dispositions particulières destinées à faciliter l'évolution du bétail vers le point d'eau.
- Les dépendances des villages sont aussi protégées par certains POAS contre toute installation pouvant gêner l'extension future du village ou l'utilisation de certaines ressources naturelles (bois, mares, etc.) importantes pour la vie du village.
- **L'organisation pour la mise en œuvre** – Un dispositif organisationnel est mise en place pour l'application du POAS. Le conseil rural qui doit faire appliquer le POAS s'appuie sur des animateurs locaux évoluant au niveau de zones de gestion où se trouvent des commissions de zone composées des élus habitant la zone, de représentants des agriculteurs, des éleveurs et ceux des autres catégories socioprofessionnelles pouvant être intéressées par le contenu du POAS. Cette organisation consacrée par des règles est partie intégrante du POAS. Les animateurs locaux reçoivent une formation de la part de la SAED pour jouer leur rôle.

Cartographie de l'état des lieux : Exemple du POAS de Ndiayène Pendao

Il s'agit d'un document de 83 pages dont 38 d'annexes. La première partie du POAS procède à une description géographique de la CR (situation, climat, types de sol, végétation, cours d'eau, etc.) et présente Sept (7) cartes d'état des lieux reprenant les informations en rapport aux activités et infrastructures socio-économiques : types de sol, localités-routes et pistes, infrastructures éducatives et sanitaires, infrastructures socio-économiques (marchés, magasins de stockage, forages), occupation du sol par l'agriculture (irriguée, décrue et pluviale), occupation du sol par l'élevage, occupation du sol par l'agriculture et l'élevage, occupation réglementaire du sol (4 forêts classées sur 4.058 hectares, souvent traversées par des pistes de bétail).

Elle se termine par une synthèse des principales contraintes d'utilisation de l'espace et des ressources naturelles : enclavements et inondations, accès à l'eau, équipement communautaire, conflits agriculture / élevage, dégradation de l'environnement, gestion du foncier, contraintes à la pratique de l'agriculture.

Une série de cartes figure en **annexe** en fin du présent document, montrant les caractéristiques de Ndiayène Pendao sur ces thématiques (**Carte No 9** : occupation du sol pour l'agriculture, **carte No 11** : vocation des sols et **carte No 13** : zonage pour la gestion de l'espace).

La deuxième partie du document présente les règles de gestion. Après plusieurs visas, ces règles (un ensemble de 23 articles) sont structurées selon les 4 sections suivantes :

Section 1 - Relations agriculture/élevage

Il est disposé que le territoire de la communauté rurale est divisé en deux grandes zones définissant des vocations des sols : zone du Diéri qui s'étend de l'axe routier jusqu'à la limite Sud, est une zone

agro-pastorale à priorité élevage (ZAPE) ; le Walo qui couvre toute la zone au Nord de l'axe routier est une zone agro-pastorale à priorité agricole (ZAPA),

Section 2 – Environnement

Dans cette section on peut noter la disposition suivante : « Conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des collectivités locales, le Conseil rural délimitera une zone qui sera exclusivement réservée à la plantation d'arbres. Des normes et modalités de préservation seront définies, en collaboration avec les populations locales. »

Section 3 – Gestion foncière

Il est précisé que « Les occupants des terres du Domaine National qui n'ont pas fait l'objet d'une affectation devront engager la procédure de régularisation auprès du Conseil rural. Il est donné un délai de 6 mois à compter de l'adoption du présent texte. Passé ce délai, il sera procédé, conformément aux dispositions des lois 64-46 et 96.07 portant code des collectivités locales, à la désaffectation desdites terres. »

Section 4 - Organisation pour le suivi et l'application du POAS

Il y est retenu que « pour faciliter l'application du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols, le territoire de la communauté rurale est divisé en huit (08) zones de gestion de l'espace ».

« Chaque zone de gestion est placée sous la responsabilité d'une commission de suivi du POAS composée des membres suivants : les chefs de village de la zone, les conseillers résidents, un représentant des agriculteurs, un représentant des éleveurs.

Les commissions sont garantes de l'application des dispositions du présent plan. Elles peuvent être saisies par tout usager qui s'estime lésé ou qui est affecté par des manquements aux règles. Elles sont ainsi habilitées, après constatation, à tenter un règlement des conflits à l'amiable. En cas d'échec, elles transmettent le dossier au Conseil rural qui est seul habilité à opérer un arbitrage. »

Perception des POAS

Des requêtes faites sur la base de données Ngallenka⁹ du 13 mai 2011 montrent que 21% des exploitants connaissent les POAS.

Des requêtes faites au niveau de la base de données provisoires du 21 avril 2011 qui comportait 2.167 exploitants et 7.122 parcelles, montrent que 17% des exploitants connaissent les POAS.

Ces pourcentages se rencontrent parmi des exploitants de parcelles situées dans une Communauté disposant d'un POAS (Ndiayène Pendaou) depuis 2007 et forment indice de preuve d'une certaine pénétration de l'outil POAS à ce jour.

1.1.4 La charte du domaine irrigué (CDI) :

Outil nouveau et novateur dans le processus de sécurisation foncière, la charte du domaine irrigué est une convention locale comportant des engagements de tous les acteurs de l'agriculture irriguée dans la vallée du fleuve Sénégal et de la Falémé. Prise sous la forme d'un arrêté primatorial en 2007, elle est le fruit d'un long processus. En effet, les conséquences du désengagement de l'Etat à la fin des années 80 et la mise en service des barrages ont favorisé une forte progression de la superficie aménagée grâce à l'initiative privée ; mais cette dynamique a donné des résultats mitigés en termes de mise en valeur.. Dans le « Plaidoyer pour la Charte du Domaine Irrigué » (SAED, 2.000) il était indiqué que

⁹ Ces pourcentages pourront être actualisés ultérieurement du fait que la base de données est en évolution depuis ces dates.

75.300 ha étaient aménagés, mais la superficie exploitable de manière réellement efficiente ne correspondait qu'à 46%. En 2009, la superficie aménagée a évolué jusqu'à 102.525 ha.

L'évolution de cette gestion du foncier dans la Vallée du Fleuve Sénégal s'explique par une spectaculaire course à la terre impliquant divers types d'exploitants (paysans autochtones, néo-ruraux, fonctionnaires, hommes d'affaire, émigrés, agro-business étrangers, etc.) ainsi que des transactions non conformes à la Loi sur le Domaine National et une profusion de périmètres sommaires, sans drainage, aménagés sur des terres salées et/ou sablonneuses.

Financés grâce à une partie du crédit de campagne, les périmètres sont abandonnés au bout de quelques campagnes agricoles (détérioration du réseau et du sol, nette baisse de rendement) par les exploitants qui obtenaient facilement une nouvelle attribution de terre dans d'autres zones pour recommencer le même scénario. Cette agriculture irriguée itinérante (extensive, gaspilleuse de sol) est aux antipodes de l'objectif d'intensification pour rentabiliser durablement les investissements publics et privés.

En réaction à l'occupation du sol par les périmètres irrigués, les autres usagers de la terre (éleveurs, chasseurs, pêcheurs, promoteurs touristiques, etc.) adoptent des stratégies de marquage (fortes demandes d'affectation, etc.) La non prise en compte des possibilités de prélèvement d'eau sur certains axes hydrauliques (Gorom-Lampsar) crée des difficultés d'irrigation pour tous les attributaires; ceci résulte de la non coordination entre le gestionnaire du foncier (le conseil rural qui attribue la terre sans tenir compte des données techniques), la SAED qui gère les aménagements structurants (mais qui, de ce fait, parvient difficilement à les entretenir) et les exploitants qui ne respectent pas la police de l'eau.

Ces pratiques des acteurs traduisent aussi l'influence de l'idée reçue d'abondance renforcée avec l'édification des barrages. Ils ont tendance à abrégier les conditions d'exploitation durable des terres et à négliger les pratiques.

La Charte est le résultat d'un processus de larges discussions entre les acteurs institutionnels (démembrements de l'Etat, collectivités locales) et professionnels (exploitants agricoles, industries publiques et privées, autres préleveurs) pour réaliser un consensus sur des règles d'utilisation du domaine irrigué. Il est important de noter que les travaux se sont appuyés avant tout, sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur concernant ces ressources et ont pris en compte ceux sur l'environnement et de la décentralisation. Ainsi, la charte est un document de référence en matière d'attribution et d'utilisation du domaine irrigué. Son texte est annexé au présent document, accompagné du modèle d'engagement des bénéficiaires¹⁰.

1.1.5 Le Groupement d'intérêt communautaire (GIC)

La décentralisation, en faisant émerger des acteurs nouveaux sur la chaîne administrative a été l'occasion d'expérimenter des outils concertés, adaptés à une gestion des ressources partagées. La configuration actuelle de la décentralisation oblige les collectivités locales à collaborer surtout dans un contexte de délimitation approximative voire même inexistante des frontières. Cette coopération entre collectivités locales peut se réaliser à travers la création de communautés urbaines, d'ententes interrégionales, de groupements mixtes et de groupements d'intérêt communautaire. Cette forme de

¹⁰ Une analyse de la compréhension et des difficultés d'utilisation de la CDI est faite au livrable 2.5

coopération est fortement encouragée au niveau national dans le cadre de la promotion du développement économique et social des collectivités locales. Ainsi, régions, communes et communautés rurales peuvent passer, avec l'Etat des contrats de plans pour la réalisation d'objectifs de développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique. Etant donné la difficulté de trouver des partenaires à l'ensemble des collectivités locales sénégalaises, la dynamique d'intercommunalité pourrait permettre aux collectivités locales d'un même territoire (par exemple au niveau d'un département) de travailler sur des projets plus structurants et utilisant aussi rationnellement les modestes ressources disponibles.

Les GIC trouvent leur fondement juridique dans le code des collectivités locales, lequel à travers son article 239 dispose que plusieurs communautés rurales peuvent décider de se constituer entre elles, ou avec une ou plusieurs communes, un groupement d'intérêt communautaire ayant pour objet la gestion ou l'exploitation des terres du domaine national, de biens d'équipements, d'infrastructures ou des ressources intéressant plusieurs communautés rurales et une ou plusieurs communes. C'est dans cette dynamique, les conseils respectifs des communautés rurales du département de Podor, ont décidé, après en avoir délibéré, d'exploiter avantageusement ces dispositions législatives pour assurer une meilleure coordination par leurs comités locaux de suivi. Le GIC étant une personne morale de droit public, composé d'un conseil, d'un président et deux vice-présidents, sera chargé de la gestion et de l'exploitation des biens d'équipement, des infrastructures et des ressources intéressant l'ensemble des communautés rurales du département. Ainsi, le groupement d'intérêt communautaire gère et exploite les biens d'équipement, les infrastructures et les ressources communes à toutes les communautés rurales du département, financés ou mis à disposition par l'Etat, les Partenaires au développement, ou provenant des contributions des membres. De ce fait, les attributions confiées aux présidents et aux conseils ruraux en matière de gestion et d'exploitation des biens d'équipement, des infrastructures et des ressources communes à toutes les communautés rurales du département sont exercées par le président et le conseil du groupement d'intérêt communautaire dans les limites de leurs compétences. Le GIC de Podor fonctionne actuellement au ralenti à cause des faiblesses de moyens financiers et techniques.

1.2 LES TRADITIONS ET PRATIQUES AU NIVEAU DES COLLECTIVITES LOCALES

Fruit d'une longue tradition, avant même l'apparition des textes sur la décentralisation et sur la gestion foncière, les pratiques foncières ont survécu en dépit des réformes. En effet, la société africaine, et sénégalaise en particulier, est connue pour son ancrage incontestable et constant aux traditions et coutumes en matière foncière. Contrairement à la tradition gréco- romaine de la propriété foncière, la terre est détenue et gérée de façon communautaire ; cela sous-entend que les affectations, les transactions et les attributions de terres seront effectuées selon la logique coutumière. Ces logiques seront à l'origine de certaines pratiques qui seront à la limite instituées au sein des collectivités locales. Malgré l'existence des outils de sécurisation foncière (POAS, CDI), ces pratiques de gestion de l'espace gardent toujours leur prégnance et leur importance.

1.2.1 Les pratiques de gestion de l'espace

Les collectivités locales détentrices depuis les textes sur la décentralisation et la gestion foncière de la compétence d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national tentent, tant bien que mal, de se conformer à la réglementation sous le contrôle du représentant de l'Etat (Gouverneur, Préfet et Sous- Préfet). Dans l'exécution de cette mission, il arrive très souvent que ces collectivités locales, contraintes par des pesanteurs sociologiques voire même politiques contournent ou détournent les textes et procédures prévus à travers des pratiques de gestion de foncière. Ces pratiques sont juridiquement illégales en ce sens qu'elles portent atteinte à la légalité interne et externe des actes juridiques (les délibérations).

En outre, elles ont permis l'émergence d'acteurs de modes de faire valoir qui sont issus des pratiques locales) qui en principe sont interdites par la loi (décret 72-1288), mais qui sont tolérées à cause de leur utilité dans la mise en valeur des parcelles : il s'agit des locataires des métayers (saisonniers) ou des emprunteurs qui accèdent à la terre par le biais de ces formes de transactions ou de faire valoir. Il s'agit principalement de vente de terres, sous forme de contournement de l'interdiction tel que décrit plus haut, qui consiste pour deux personnes à s'entendre sur un prix sur un terrain, déclarer non pas la vente mais le transfert des impenses réalisées. Très souvent, il n'existe pas d'impenses, mais la commission domaniale « constate ». Une fois que le prix est libéré, le conseil rural « désaffecte » et réaffecte pour régulariser le nouvel occupant. D'un autre côté, les pratiques de prêt au niveau des périmètres gérés par les OP, consistent pour les attributaires, avec l'autorisation de son groupement, à céder temporairement sa parcelle à un tiers, pour des raisons d'indisponibilité ou d'incapacité à la mettre en valeur. L'emprunteur, en plus du « loyer », est chargé d'acquitter les redevances dues par l'attributaire, ses cotisations et aussi et surtout le remboursement des prêts contractés.

Il y a en outre d'autres usages pratiqués par les groupes vulnérables, plus particulièrement dans la vallée du fleuve Sénégal :

- Un de ces usage est dénommé REM Pethiene c'est-à-dire que le propriétaire terrien prête la terre a ceux ou celles qui formulent la demande mais en retour ils se partagent a part égale les fruits de la récolte.
- L'autre pratique est la Xaakat ; là, l'exploitant ou l'exploitante donne 10% de la récolte au propriétaire de la terre.

Ces pratiques appliquées aux femmes ; aux castes et a des hommes et femmes exogènes au milieu (n'étant pas de la zone mais qui y habitent suite à une retraite ou y pratiquant un métier ou déplacés et réfugiés) sont très aléatoires et sont sources de conflits. Elles n'assurent pas non plus toutes les garanties pour posséder la parcelle quelque soit la durée de son exploitation. L'exemple des femmes du groupement de GUIA qui sont en conflit avec le propriétaire de la parcelle qu'elles exploitaient depuis plusieurs années et reprise par ce dernier sans raison ; est révélateur.

Les jeunes garçons comme les jeunes filles s'investissent très tôt dans les travaux agricoles dans la famille, Ils sont sous l'autorité des parents et n'ont pas droit à l'accès a la terre. Par contre, le garçon contrairement a la fille, peut suite du décès du père de famille, cogérer le foncier avec sa mère jusqu'à l'âge adulte avant de prendre la responsabilité de gérer seul. Au niveau communautaire les jeunes filles et garçons organisés au niveau associatif introduisent des demandes au niveau des autorités locales qui les acceptent grâce à la caution solidaire des membres.

Par ailleurs, si la loi donne plein pouvoir au conseil dans l'affectation des terres, presque toutes les collectivités de la zone du projet exigent d'abord l'autorisation ou l'aval des autorités coutumières avant toute affectation. Ceci a d'ailleurs donné naissance à un adage Pulaar, très répandu dans le Ngalenka, « *so neddo na niaago, yo niaagoko diéyi* ». Ce qui signifie littéralement que si quelqu'un demande une affectation au Conseil rural, il doit le faire sur une terre qui lui appartient. A contrario, cela sous-entend que l'affectation ne peut se faire qu'avec l'autorisation expresse du propriétaire coutumier traditionnel.

Sur le terrain, on a pu constater dans certaines délibérations que l'affectation, qui ne peut être destinée qu'à une personne physique ou morale, c'est-à-dire bénéficiant d'une personnalité juridique, est souvent faite pour des villages ou des familles, autrement a des institutions qui ne bénéficient pas de personnalité juridique et qui, curieusement, sont détentrices des affectations.

Ces pratiques et actions sur l'espace vont induire des bouleversements assez conséquents sur la gestion de l'espace à Ross Béthio. En effet, cette communauté rurale qui a servi d'expérimentation, depuis les années 93-94, à l'élaboration et à la mise en œuvre du POAS a, comme indiqué, été scindée en trois entités, par l'érection du village centre de Ross Béthio en commune, la loi 2008-14 du 18 mars 2008 portant création de nouvelles collectivités locales. C'est ainsi que l'espace de l'ancienne communauté rurale allait être réparti entre les communautés rurales de Dama (nouvelle création) et de Gnith. Du coup, le changement de statut de Ross Béthio, commune, va induire des bouleversements par rapport à l'espace géré naguère. Ces bouleversements se situent à deux niveaux, qui vont entraîner dans les pas actions et pratiques de gestion de l'espace.

D'abord, la nouvelle commune va perdre son pouvoir de gestion et d'administration foncière sur pratiquement tous les périmètres irrigués, notamment ceux qui jouxtent la ville, à savoir Grandigue Telel, à cause de l'étroitesse du périmètre communal. En effet, la commune nouvellement créée ne peut plus gérer que des zones urbaines à usage en principe agricole, mais la configuration de l'espace est constituée de quartiers et de villages traditionnels, beaucoup plus portés sur l'habitat, à cause justement de l'étroitesse du périmètre.

Ensuite, et par rapport à ce premier changement, la commune est amenée, pour la gestion de son périmètre communal, à utiliser un autre outil que le POAS qui était déjà en application, à savoir un PUD qu'il faut élaborer (le PUD est en cours d'élaboration) et qui ne devrait tenir compte que de l'utilisation de l'espace pour l'habitat. La conséquence la plus notable est, pour les responsables de la commune, une nouvelle vision de l'espace devant désormais guider ses actions, ajoutée à la compétition qu'il pourrait y avoir avec les nouvelles communautés rurales issues d'elle.

Il ne devrait pas se poser de problème particulier dans les rapports avec les collectivités limitrophes, mais un élément assez important doit être pris en compte qui justifie amplement les investigations et l'inclusion de Ross Béthio dans la zone du projet MCA. Il s'agit de l'exploitation des périmètres de Grandigue, (AHA public exploité principalement par les habitants de Ross Béthio), des PIP sur le Kassack, sur l'axe Gorom, à Polo (vers Thilène), CR de Dama, notamment par des hameaux peulhs rattachés à la commune) etc. Les changements de statut font que, par rapport à la gestion de l'espace, les populations de la commune de Ross Béthio cessent de dépendre de la commune, au profit des communautés rurales limitrophes de Dama et de Ronkh. Ceci bouleverse le rapport à la terre, donc les actions par rapport à l'espace, par appartenance spatiale des périmètres à des collectivités autres que leur lieu de résidence des exploitants.

Par ailleurs, les zones agricoles sous compétence communale en matière d'affectation ont quasiment disparu rendant le texte du décret 66-858 (portant application de l'article 5 de la Loi de 64) totalement désuet. En effet, ces zones initialement prévues pour l'usage agricole sont aujourd'hui

totalelement absorbées par l'habitat. Cette pratique fausse le texte et l'esprit du décret sur les zones urbaines à usage agricole mais s'explique aussi par la réalité foncière dans laquelle sont baignées les communes. Confrontées à une exigüité de leur espace communal, ces communes sont poussées pour ne pas dire obligées, au regard de la pression foncière de la part de l'habitat, d'affecter ces zones. Ce texte mérite aujourd'hui un toilettage afin qu'il puisse correspondre à la réalité foncière.

1.2.2 Les changements induits par les POAS

Elaborés et adoptés pour servir d'outil technique et juridique à la disposition des communautés rurales en vue d'une meilleure gestion foncière, les POAS devraient normalement, s'ils sont bien appliqués, servir de **référence** à tout acte d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national. En établissant une spécialisation fonctionnelle des zones sur toute l'étendue du territoire de la communauté rurale, le POAS permet d'une part de faciliter le travail du conseil, mais aussi d'autre part, d'amenuiser les conflits fonciers. Cependant, dans les communautés rurales de la zone du projet, il faut constater que la mise en application effective du POAS tarde à voir le jour et on ne peut apprécier objectivement les changements induits par leur existence. L'application timide des POAS, dans les communautés rurales où le processus est arrivé à terme, a permis de juguler au moins certains comportements des conseils ruraux qui ne peuvent plus procéder à des affectations sans se référer au contenu des dispositions du POAS. Les changements sont aussi observés dans l'aménagement rural avec surtout les pistes de bétails et les points d'eau qui sont bien définis et parfois matérialisés. En outre, le POAS, à travers sa commission chargée de régler les conflits participe à un apaisement du climat social parfois tendu entre divers acteurs utilisateurs des ressources.

1.2.3 La CDI et la nouvelle gestion de la mise en valeur

L'objectif de la Charte du Domaine Irrigué (CDI) était principalement d'orienter la gestion des ressources naturelles du domaine irrigué (terre et eau) dans un nouveau régime d'utilisation et d'exploitation rationnelle des ressources dans un contexte de course effrénée vers l'accaparement des terres et l'usage abusif de produits phytosanitaires. La charte avec l'engagement de l'attributaire est un outil à la portée des communautés rurales pour mieux sécuriser la gestion foncière sur le domaine irrigué. Pourtant, rares sont les collectivités locales de la zone du projet (clairement située sur le domaine irrigué), qui ont fait signer l'engagement de la charte à des affectataires. Les raisons sont à rechercher dans la faible vulgarisation de la charte aussi bien dans les communautés rurales abritant le domaine irrigué que leurs populations. En réalité, la CDI n'était pas accompagné d'un plan d'action de communication après sa publication augurant ainsi une absence d'appropriation par les destinataires. En tant qu'outil, de critère et de condition de la mise en valeur d'une terre du domaine irrigué, la CDI n'a pas encore reçu la publicité nécessaire pour que l'on puisse évaluer son impact sur la gestion foncière locale. Elle exige une bonne campagne d'information et de formation à l'intention de tous les acteurs, les conseils ruraux en particulier. Il n'y a pas de cartographie attachée à l'outil CDI.

1.2.4 Les PUD dans les traditions urbaines

Les PUD restent l'apanage des collectivités locales urbaines, et les communes spécifiquement au Sénégal. C'est un outil essentiel dans la gestion de l'espace urbain, mais il souffre d'une faible appropriation de la part des populations (et des décideurs) qui ne respectent pas souvent les zonages prévus.

1.2.5 Les conflits fonciers et les modes de résolution

L'analyse des conflits fonciers ainsi que leurs modes de règlement dans la zone du projet fait apparaître des chiffres assez révélateurs. En effet, au regard de la base de données, sur 9.860 enquêtes, seules 105 conflits ont été déclarés, représentant ainsi 1,1%. A l'analyse, il apparaît dans la zone du projet que les conflits sont faibles en nombre, mais ceci ne doit pas occulter leur ampleur en terme qualitatif au regard des différentes implications qu'un seul conflit dans une zone ou dans une parcelle peut occasionner en termes de déstructuration du tissu social. Le foncier a toujours été à la base de tous les conflits particulièrement au niveau rural.

La fréquence des conflits fait apparaître une faible disparité entre les zones du projet. Ndiayène Pendao arrive en dernière position avec 0,3%, contre 2% pour la communauté rurale de Guédé en passant par des pourcentages très faibles pour les zones restantes (Dodel, et Gamadji). Cette situation s'explique par les spécificités des zones du projet ; si à Ndiayène Pendao la cuvette n'est pas présentement exploitée (mise à part quelques propriétés privées) celle de Guédé à la particularité de se situer entre deux collectivités locales déterminées : il s'agit de la Communauté rurale de Guédé et de la Commune de Podor. Cette situation est sûrement un catalyseur des conflits de partage de la terre.

Toutefois la faiblesse des chiffres sur le nombre de conflits est à prendre avec modération dans la mesure où, au regard des spécificités socioculturelles de la zone du Fouta, les conflits sont difficilement déclarés à des « étrangers ». Ceci cache indubitablement des conflits latents et rarement déclarés. En outre, les zones n'étant pas encore exploitées, les réels conflits apparaîtront dès que le processus d'établissement des critères de répartition sera enclenché. A l'état actuel, la situation semble calme, un calme qui cache mal les conflits potentiels sur les parcelles occupées ou non dans les zones du projet.

Les chiffres font aussi apparaître que les conflits sont résolus à plus de 80% des cas. Ceci n'est pas surprenant dans la mesure où le monde rural génère toujours des modes de règlement des conflits en interne. D'ailleurs, en ce qui concerne les modalités de règlement des conflits, les chiffres ne sont pas surprenants. En effet, les deux modes de règlement (juridictionnels et non juridictionnels) sont observés sur le terrain. Cependant, le mode règlement juridictionnel et administratif (Sous-préfet, Gendarmerie, Conseil rural, institution judiciaire) est trop faible, voire même nul dans certaines zones, à l'exception de Guédé où nous constatons un chiffre de 4% effectués par le Sous-préfet et la Gendarmerie. Les enquêtes révèlent que la majorité des règlements est opérée par trois acteurs incontournables au niveau rural : les chefs de village, les chefs de famille et les conciliateurs. Près de 70% (chefs de village) et parfois même jusqu'à hauteur de 88,9% (chefs de famille) et 46% (conciliateurs). Ces chiffres se justifient clairement par la priorité donnée au niveau local aux modes de règlement para juridictionnels des conflits. Trois raisons expliquent cette situation au-delà des spécificités socioculturelles : sa gratuité, son absence de formalisme et ses délais. Si les modes de règlement juridictionnels se singularisent par une procédure est assez complexe et très longue en plus de son coût, les règlements traditionnels sont plus rapides et mieux adaptés, sans pour autant déstructurer le tissu et la cohésion sociale.

Inventaire des conflits et répartition des intervenants dans leur résolution (Base partielle sur le secteur de Podor à la date du 31/05/2011)

CR	Total	Conflit	Résolu	Intervenants dans la résolution du conflit							
				Conseil rural	Chef de village	Institution Judiciaire	Conciliateur	Gendarmerie	Sous-préfet	Chef de famille	Autre
Commune de Ross-Béthio	187	6	5	1	0	1	0	1	1	0	1
	100%	3,2%	83,3%	20,0%	0,0%	20,0%	0,0%	20,0%	20,0%	0,0%	20,0%
Diana	541	15	10	2	5	3	2	2	3	1	2
	100%	2,8%	66,7%	20,0%	50,0%	30,0%	20,0%	20,0%	30,0%	10,0%	20,0%
Ndiayène Pendao	2180	11	9	0	7	0	3	0	0	8	0
	100%	0,5%	81,8%	0,0%	77,8%	0,0%	33,3%	0,0%	0,0%	88,9%	0,0%
Dodel	600	4	4	0	0	0	2	0	0	0	2
	100%	0,7%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	50,0%	0,0%	0,0%	0,0%	50,0%
Gamadji Saré	1 160	10	10	0	1	0	2	0	0	9	0
	100%	0,9%	100,0%	0,0%	10,0%	0,0%	20,0%	0,0%	0,0%	90,0%	0,0%
Guédé Village	3 739	85	73	1	51	0	37	3	3	53	15
	100%	2,3%	85,9%	1,4%	69,9%	0,0%	50,7%	4,1%	4,1%	72,6%	20,5%
Total	8 407	131	111	4	64	4	46	6	7	71	20
	100%	1,6%	84,7%	3,6%	57,7%	3,6%	41,4%	5,4%	6,3%	64,0%	18,0%

La « *pool position* » est gardée par les chefs de famille qui sont en réalité les autorités détentrices des pouvoirs fonciers coutumiers, qui sont différents des chefs de ménage. En effet, la gestion du potentiel foncier s'accompagne toujours de modalités de gestion des conflits en ce sens que la terre est toujours source de conflits ; d'où cette primeur donnée ou à la limite détenue par les chefs de famille dans les modalités de gestion des conflits fonciers. La situation n'est guère surprenante dans le contexte social et culturel de la gestion foncière au Fouta. Ce constat mérite tout de même un commentaire au regard en particulier de la faible intervention du conseil rural au stade du processus de décentralisation. Les textes sur la décentralisation ont voulu, par le transfert de compétences de la gestion du domaine national, récupérer les pouvoirs fonciers locaux, détenus jadis par les propriétaires terriens sous la tenure coutumière au profit du conseil rural. Cependant, les chiffres sont inquiétants car le conseil rural semble être écarté par les acteurs locaux de la question foncière ou plus précisément de la gestion des conflits fonciers.

1.3 LES OUTILS ET PRATIQUES DE GESTION FONCIERE DANS LES OP

Comme indiqué au rapport concernant la description des acteurs¹¹, les organisations paysannes (OP) sont des acteurs importants de la gestion des terres aménagées du fait de l'importance des superficies qui leur sont affectées ou attribuées, l'administration qu'elles en ont et l'exploitation technique qu'elles font des terres en rapport avec l'eau.

Il a été également montré qu'elles constituent des véhicules de stratégies foncières des populations. Mais, de ce fait, elles ont des modes de gestion du foncier qui peuvent varier en fonction du niveau géographique et du type d'organisation (OP de base indépendante, OP de base membre d'union hydraulique, GIE familial, GPF, PIV, PIP, etc.) ainsi que la situation socio-économique des différentes zones. Il est donc intéressant de connaître précisément les outils utilisés, les formes et niveaux d'utilisation, les pratiques (légalisées ou inventées) au sein de ces OP.

L'analyse des outils et pratiques de gestion foncière des OP part d'enquêtes qualitatives qui ont consisté en des entretiens avec des responsables et membres simples d'entités organisationnelles à travers un guide d'entretien. Les principaux critères de choix sont le niveau organisationnel et le type d'OP/AHA (public, privé, genre). En sus, les particularités locales (communautés lignagères, projets ayant encadré/financé la mise en place des AHA, etc.) ont été pris en compte dans le critérium, chaque fois que nécessaire.

Ainsi, après consultation des bases de données disponibles sur les OP (SAED, CR, etc.), il fut dressé une liste des entités à enquêter, et un calendrier d'enquêtes fixé.

Dans le département de Podor, l'enquête a évolué cuvette/CR par cuvette/CR et a touché 49 OP dont 19 PIV, 15 PIP, 14 GPF et 1 fédération de GIE.

¹¹ Objet du livrable 2.3

Répartition des enquêtes qualitatives sur OP				
CR/Cuvette	PIV	PIP	GPF	Total
CR Ndiayène Pendao/Cuvette Ngalenka	3	3	3	9
Commune Podor/CR Guédé/Cuvette Podor	5	7	3	15
/Cuvette Podor				
CR Dodel/Cuvette Sinthiou Dangdé	5	1	3	9
CR Sinthiou Dangdé/Cuvette Wowa	6	4	5	15
Total :	19	15	14	48

1.3.1 BREF RAPPEL DES PROCEDURES ET PRATIQUES D'ATTRIBUTION FONCIERE

Sur les terres du domaine national gérées par les conseils ruraux il existe, quasi exclusivement, deux modes d'accès : l'affectation et l'attribution. Les OP sont concernées par les deux modes d'accès.

L'affectation - Il s'agit d'une procédure simple dont les étapes ne sont pas explicitement posées par les textes.

Au niveau de la communauté rurale, la procédure se résume comme suit :

- demande préalable d'affectation de terrain par une personne physique ou morale au Président du conseil rural et enregistrée au secrétariat ou auprès de l'Assistant Communautaire l'ASCOM qui délivre un reçu de dépôt comportant les renseignements sur le demandeur, la surface demandée et éventuellement le lieu ;
- détermination du site par la commission domaniale accompagnée du CADL et de toute autre personne susceptible de l'éclairer ;
- détermination de la parcelle par la commission domaniale qui fait un rapport au président lequel, sur cette base, soumet la demande au conseil pour délibération ;
- si la délibération débouche sur une décision d'affectation, cette décision est soumise au sous préfet pour approbation ;
- en cas d'approbation par le sous préfet, notification est faite à l'affectataire sous forme d'extrait transcrit dans le registre foncier avec mention des dates, lieu de la parcelle, superficie et mode de mise en valeur, ainsi que le délai uniforme de deux ans (2 ans) pour la mise en valeur ;
- conclusion de l'opération par la délimitation précise de la parcelle par les services techniques, le paiement des frais de bornage et l'installation, c'est-à-dire la mise à disposition du terrain.

La procédure, ainsi conçue, n'est en réalité jamais exécutée entièrement dans le respect scrupuleux des étapes ainsi décrites. Beaucoup de ces étapes sont très souvent ignorées, faute pour les communautés rurales de disposer d'un document de procédure uniforme et contraignant, ni d'exercer un contrôle opérationnel.

L'attribution foncière - Ce mode d'accès, qui ne crée qu'un droit de culture de la terre, est particulière des OP, affectataires de terres du domaine national. A la différence d'une affectation, «l'attribution» d'une terre ne donne pas droit à un titre d'affectation de la part du conseil rural, et par conséquent ne

crée pas de rapport juridique direct entre l'attributaire et la collectivité locale. Il s'agit d'une opération issue d'un arrangement local, dans le cadre du fonctionnement des OP. Ces dernières, affectataires régulières d'une terre, la redistribuent selon les critères et conditions définis par ses textes statutaires entre ses membres. La procédure ici ne nécessite pas de demande, parce que le statut de membre de l'OP donne automatiquement le droit de prétendre et d'accéder à une portion de terre selon des conditions de partage préalablement définies. Par exemple, dans les PIV de Podor la condition la plus répandue pour accéder à la terre (selon les enquêtes) est la participation aux travaux de dessouchage et défrichage de la terre. Les attributions sont inscrites dans des registres destinés à cet effet par l'OP, ce qui lui permet, s'il est bien tenu, de suivre la mise en valeur de la parcelle, sa circulation dans le cadre des modes de faire valoir. Il n'existe pas à ce niveau de procédure standard, chaque OP agissant selon ses propres normes, et sans obligation de s'en référer au conseil rural, ni même de lui communiquer ces documents.

Dans la réalité, les pratiques sur les parcelles attribuées sont telles que l'OP elle-même se laisse déborder. En cas de non respect des obligations statutaires de la part de l'attributaire, ou en cas d'absence ou d'insuffisance de mise en valeur, la sanction est le retrait et la réattribution à un autre membre ou à quelqu'un d'autre, et non la désaffectation qui est de la seule compétence du conseil rural et qui survient sur l'ensemble de la terre et non sur une seule parcelle. La désaffectation se justifie en cas de faute ou d'arrêt de mise en valeur de la part du Groupement.

1.3.2 LES PRATIQUES DANS LES OP ENQUETEES (ZONE DE PODOR)

Affectation et attribution

Dans les OP enquêtées l'accès des membres à la terre s'est fait à travers l'OP et n'a que légèrement varié selon deux périodes historiques.

- La période avant désengagement de l'Etat – Les conseils ruraux n'avaient pas encore toutes les compétences actuelles en matière d'affectation ; la SAED, par contre, avait d'importantes prérogatives. L'accès à la terre s'est généralement fait à partir de la participation au dessouchage et défrichage initial de la terre (travaux ardu sur plusieurs mois) ; la journée d'absence était sanctionnée d'une amende dont le montant très variable selon les localités (300 F CFA à Fondé Ass 2 et Ndorboss à 2 500 F CFA à Kodith 2). Les terres identifiées par la SAED en fonction de leurs qualités et des possibilités d'aménagement (topographie) étaient mises à disposition par les autorités villageoises. Il n'y avait donc pas d'affectation par la collectivité locale ou l'administration territoriale. A la suite des travaux d'aménagement par la SAED, l'attribution des parcelles aux membres s'est faite par tirage au sort. Chaque fois que l'opportunité se présentait de faire une extension du périmètre (ou d'aménager un autre périmètre), la même procédure était reconduite, permettant aux membres qui ont participé aux travaux de dessouchage et défrichage de disposer d'autres parcelles.
- Après désengagement de l'Etat et renforcement des compétences des conseils ruraux – Certaines OP ont régularisé les terres qu'elles exploitaient alors que d'autres ne l'ont pas fait, se suffisant du fait que la terre a été mise à disposition par les autorités coutumières du village et aménagée par la SAED. Des OP (PIV et PIP) sont affectataires de la terre qu'elles exploitent. Cependant, il existe des OP dont le périmètre est aménagé sur une partie de la terre affectée par le conseil rural à l'ensemble du village. Ainsi, le village qui n'est légalement pas éligible à une affectation de terre

joue le rôle qu'aurait dû jouer les OP ; les attributaires de parcelle (membres d'OP) sont donc des attributaires au 2^{ème} degré.

On note aussi le cas de certains exploitants privés qui se passent d'affectation par le conseil rural en aménageant des superficies mises à disposition par les autorités d'un village ou par un lignage propriétaire traditionnel dans le cadre d'une transaction permettant à des membres du village ou du lignage de bénéficier de parcelles à exploiter. A l'intérieur des OP, des pratiques de prêt ou location de parcelles et même de vente (voir plus loin) sont observées.

Gestion des défaillances d'exploitation et transactions foncières internes

La gestion des attributions dans les PIV et les GPF enquêtés tourne autour de l'exploitation régulière des parcelles en rapport avec les capacités de mise en valeur des différents membres de l'OP. Plusieurs cas de figure se rencontrent.

- Les défaillances des membres en termes d'exploitation des parcelles sont gérées de manière informelle entre membres ou entre membres et non membres, généralement à travers une location de la parcelle.
- En cas de non exploitation, l'OP met la parcelle en location à quelqu'un (membre ou non membre) qui peut rembourser la dette et faire face aux charges de campagne. Pour récupérer sa parcelle, l'attributaire initial doit rembourser au locataire les frais de la campagne précédent.
- La parcelle non cultivée est mise en location par l'OP comme c'est le cas du PIV de Sinthiou Dangdé (la parcelle de 10 ares à 6 000 F CFA/ campagne, celle de 16 ares à 10 000 francs/Campagne).
- En cas de non exploitation, l'OP utilise la parcelle à son compte (Touldé Gallé). Le membre récupère sa parcelle au remboursement, par lui, du crédit en souffrance. Toutefois, en cas de difficultés financières, le membre peut rembourser par moratoire,

Conflits

Dans toutes les OP enquêtés jusqu'ici, il est déclaré qu'il n'y a pas de conflit interne à propos du foncier. Les conflits signalés tournent autour d'eau et sont réglés par le bureau ou par d'autres médiations internes. En effet, les aménagements sont souvent tels que l'accès à l'eau et aux pâturages est coupé au bétail, ce qui crée des tensions à caractère foncier car tournant autour du contrôle d'un espace partagé entre deux systèmes de production

1.3.3 LES PRATIQUES DANS LES OP ENQUETEES (ZONE DU DELTA)

Le contexte socio-économique des OP du delta est différent de celui de Podor (niveau d'aménagement, type d'aménagement, CGER, exploitants individuels). Sur certains aspects les OP du delta ont les mêmes caractéristiques que ceux de Podor : en cas de non exploitation, l'OP met la parcelle en location à quelqu'un (membre ou non membre) qui peut rembourser la dette et faire face aux charges de campagne. Pour récupérer sa parcelle, l'attributaire initial doit rembourser au locataire les frais de la campagne précédent.

2 LA QUALITE DES OUTILS DE GESTION FONCIERE : CONTENU ET ETAT DES OUTILS

La qualité des outils est très variable selon les Collectivités locales. Tout dépend de la façon dont ils sont élaborés et entretenus, mais aussi de la démarche et du contenu. Dans la pratique, il n'existe pas de méthode et de contenu homogènes, faute de référent réglementaire précis. Si les textes ont prévu les dossiers et les registres fonciers dans la gestion des terres par les collectivités locales, il n'en demeure pas moins qu'ils n'ont pas proposé un modèle standard à suivre, à respecter, surtout au niveau des communautés rurales.

2.1 LES REGISTRES FONCIERS

Si certains registres datent de longtemps et sont régulièrement mis à jour, il n'en demeure pas moins que le suivi des registres est impossible sur une période longue au niveau de certaines collectivités à cause de la pratique qui consiste à emporter ou à faire disparaître l'outil à chaque fois qu'il y a changement d'équipe à la tête de la communauté rurale. Avant 1984, les terres des zones des terroirs étaient affectées par une commission composée du sous préfet et du conseil d'arrondissement, alors que les terres des zones pionnières du delta avant 1987 (reversement dans les terroirs) étaient affectées par la SAED. Ces documents d'affectation ne sont pas transférés aux nouvelles communautés rurales élues à partir de 1984 et à celles qui ont bénéficié du reversement en 1987. Cette pratique qui est assez courante, empêche tout suivi correct de la qualité et du contenu du registre foncier, qui doit être un instrument unique. Certains registres fonciers en outre, ne comportent pas toutes les mentions nécessaires. Par exemple le registre foncier de Dodel (mis à jour en 2010), comporte un numéro d'ordre (sans précision, à savoir si c'est le numéro de la délibération ou s'il s'agit d'un numéro de registre), le nom du bénéficiaire de l'affectation sans précision du village ou de la localité de résidence, la date de la délibération sans autre précision, la désignation du lieu de la parcelle, sans précision sur les dimensions de la parcelle , le mode de mise ne valeur (agriculture, élevage ou habitat) , enfin la signature de l'autorité compétente. Ce type d'outil, conçu sur une base de document type « registre foncier » spécialement conçu à cet effet, ne renseigne ni par son contenu, ni par sa qualité (remplissage manuel), sur les délais, l'évolution et la circulation de la parcelle. Les registres fonciers d'autres Communautés rurales sont conçus de la même façon : Ndiayène Pendao (ancien) Guédé, Ronkh (ancien), Gamaji Sare (ancien).

Depuis cette année, la plupart des Communautés rurales de la zone du projet (celles partagées avec le PACR), dispose d'un nouveau modèle de registre, proposé par le PACR et en train d'être expérimenté. Ce nouveau registre, sur lequel nous reviendrons, est plus élaboré et contient des renseignements et des informations sur les pratiques d'affectation et de gestion des terres.

Il convient toutefois, pour Podor et Rosso Bethio, les deux communes de la zone du projet, de faire une précision qui n'est pas que sémantique, sur la différence créée dans le contenu. Les communes disposent d'un « livre foncier » à la place d'un « registre foncier ». La différence est que livre foncier, en principe, renferme des mentions différentes, en fonction de la nature ou du régime juridique de droit foncier.

Un registre foncier (niveau CR), ne peut porter des renseignements que sur le domaine

national, tandis que le livre foncier, de tradition plus ancienne, porte aussi bien sur le domaine national (zone urbaine s'il y en a) que sur le domaine privé des communes et des particuliers. Ce qui est fondamental pour l'analyse du contenu.

La commune de Ross Bethio, très jeune, ne dispose pas encore de cet instrument, étant donné que son PUD est en cours d'élaboration et qu'aucune affectation n'est effectuée pour le moment. Le livre foncier actuel de Podor, assez ancien, date de 1997 et a été mis à jour pour la dernière fois en Novembre 2002. Toutes les affectations de terres contenues dans le livre foncier, sont à usage d'habitat.

Les mentions, écrites de façon grossière et parfois indéchiffrables, ont trait au numéro du registre à gauche, suivi de la mention n° d'autorisation de construction, mention aussi sur la date, le nom de l'affectataire sans précision sur l'état civil, le nom du quartier et enfin des observations mentionnent les numéros et les dates d'autorisation d'occuper. Les affectataires sont aussi bien des personnes physiques que des personnes morales (ASC, SONES, CSE). Le livre foncier de Podor ne renseigne pas sur les superficies affectées. Le mode de mise en valeur est principalement l'habitat, suivi par l'exploitation industrielle et celle à caractère social (sportif). En outre, le livre foncier renferme d'autres mentions, permettant de suivre l'évolution des affectations, sur les affectations provisoires, les affectations définitives et les autorisations d'occuper. Le support du livre foncier, à l'instar des registres fonciers, est assez rudimentaire. L'état des mentions, mal rédigées ou rédigées à la hâte, ne permet pas toujours, si certaines mentions ne sont pas complétées, de renseigner sur le contenu des pratiques de gestion foncière.

Les registres fonciers de l'ex CR de Ross Bethio, encore entassés au niveau de la commune, moyennement entretenus sous forme de registres et de classeurs, attendent d'être transférés (ou récupérés) aux nouvelles Communautés rurales issues du découpage après l'érection de cette entité en commune. Les CR de Diama (qui ne dispose d'aucun registre en dehors du modèle PACR, en expérimentation) et Ronkh (qui dispose de l'ancien registre au format et contenu des premiers, et de modèle PACR), n'ont pas encore de pratiques nouvelles conséquentes pour en tirer une expérience.

Si des Communautés rurales comme Gandon et Ronkh ont un rythme d'affectation assez soutenu (Gandon pour l'habitat, au point qu'il y a de plus en plus de difficultés à trouver des sites), celles du secteur de Podor affectent beaucoup moins, à cause des importants problèmes soulevés par les détentions coutumières et les limites des territoires. Les délais de délivrance des titres d'affectation sont très variables et ne suivent pas un rythme homogène. La délivrance des titres d'affectation dépend de plusieurs facteurs : la diligence des autorités à signer les actes, les délais d'approbation et parfois de recours qui se situent à deux mois, voire quatre en cas de recours juridictionnel, font que certains actes peuvent être délivrés au bout de plusieurs mois voire de plusieurs années. Une bonne tenue des registres de délibération foncière, ainsi qu'un bon suivi pourraient remédier à cela¹²

2.2 LES POAS ET LA CDI

L'ensemble des communautés rurales de la zone du projet a élaboré un POAS et a adhéré à la CDI. Outils neufs de gestion des terroirs et des ressources naturelles, ces documents ne se trouvent pas dans la même situation que les registres fonciers ; parce que plus élaborés et mieux formalisés.

¹² Ce point est l'objet d'une prochaine étude du prestataire

Les POAS et la CDI, contenant un certain nombre de règles et assujetties à des procédures particulières, sont dans la pratique conservés de la même façon et dans les mêmes endroits que les registres fonciers.

La « pertinence » du POAS ne peut, dans l'état actuel de l'avancement de leur élaboration, s'apprécier que sur Ndiayene Pendao et Ronkh, qui ont été édités et livrés effectivement, alors que Diamas est en cours de réactualisation (du fait de l'érection de Ross-Bethio en commune qui détenait un POAS déjà édité et livré). Il en est de même pour Gandon, dont le POAS avait été livré, mais qui se voit amputé de la nouvelle Communauté rurale Ndièbène Gandiol et qui donc est en cours de réactualisation.

La « qualité » des POAS, même non édités et livrés aux collectivités mentionnées, est meilleure, à cause de leur nouveauté et d'une conception plus moderne. Leur conservation est aussi plus moderne, parce que pour la plupart existant aussi dans une version numérique. Toutefois, l'archivage se fait de la même façon que les registres fonciers et le document de la CDI, c'est-à-dire entassés dans une pièce, sous forme de registres et de classeurs (exemple de Ross Bethio). La plupart sont difficiles à consulter du fait de l'absence de classement, leur dispersion entre un local qui n'est pas conçu à cet effet, le bureau de l'Etat-civil. Pour les autres collectivités, tous les documents y compris le POAS et la CDI sont conservés dans une armoire basse dans le bureau du Président à Gandon, et dans des armoires et des tiroirs dans les bureaux du président ou de l'ASCOM pour les autres collectivités locales.

Si les autres ASCOM ont été initiés de façon sommaire à l'archivage, sans mise en pratique par défaut d'équipements appropriés, il semble que la CR de Gandon ait une certaine « avance », parce que non seulement l'ASCOM a été formé, mais en plus un partenaire au développement, SICOVAL, dans le cadre de la coopération décentralisée, a financé et équipé en armoires. Le POAS comme la CDI, trouvent donc un mobilier correct pour la conservation et l'archivage et se trouvent de ce fait plus accessibles. En pratique, le POAS de Gandon, adopté en 2008, a été recadré et ré-adopté en fin 2009, après l'amputation de Ndièbène Gandiol. La mise en œuvre, encore partielle, est effective dans la zone de Ndialakhar, en terme d'aménagement agro-pastoral avec l'appui de la SAED et SICOVAL (une Communauté d'agglomération au Sud de Toulouse).

Les modalités de réalisation technique du POAS ne sont dictées ni par un décret ni par des instructions administratives. Elles proviennent de l'expérience et de l'exécution d'une opération pilote, celle faite sur la Communauté Rurale de Ross Bethio. Avant toute normalisation, la SAED, principal opérateur des POAS dans la vallée du fleuve Sénégal, avait rédigé en 2006 un document sur la démarche et la trame de travail en considérant : les réalisations, les principes généraux de la démarche, le contenu minimal d'un POAS et les différentes étapes de l'élaboration¹³. Toutefois, aucune norme technique n'y est indiquée ; les cartes qui y figurent (cf par exemple **en annexe** la carte No 1 des zones de concertation de Ndiayène Pendao) n'obéissent à aucune règle d'échelle, et donc de précision cartographique. L'échelle apparaît sous forme de mire proportionnelle. La responsabilité de l'auteur est

¹³ Publication de décembre 2000 du PACL/GER : « canevas de réalisation et contenu minimum d'un Plan d'Occupation et d'Affectation des sols ».

dégagée de toute responsabilité. En l'état actuel (peu de POAS terminés, déposés), le prestataire n'a pu apprécier la valeur technique des documents qu'il ne connaît que sous forme numérique (image).

2.3 LES PUD

Les PUD sont des outils de gestions des espaces communaux, destinés surtout aux zones d'habitation, aux équipements y afférant ainsi qu'aux infrastructures. Autrement dit il s'agit plus de plans de lotissements. Si le PUD de Podor est issu d'une longue tradition, parce que la commune a été créée en 1960 et dotée d'un PUD au début des années 70, la Commune de Ross-Bethio est encore toute neuve, le PUD étant seulement en cours d'élaboration.

Le PUD de Podor, en état de détérioration très avancé, n'est plus utilisable ni utilisé. Les sollicitations du prestataire auprès des autorités de tutelle pour accéder à un double de cet outil sont restées jusque là vaines. De plus les responsables n'ont fait aucun cas d'un projet d'élaboration d'un nouveau PUD. Mais si cet ancien PUD a pris compte les zones à usage agricole, en son temps, dans les années 70 à 80, il n'en demeure pas moins, que les zones urbaines à usage agricole sont toutes absorbées par les plans de lotissements. Ce qui fait que l'impact d'un nouveau PUD risque d'être nul pour la zone du projet.

3 CONSERVATION ET ARCHIVAGE DES OUTILS

Le premier constat, dans l'observation des outils est qu'il n'existe pas de politique de conservation au niveau des collectivités locales. Les registres et livres fonciers des Communautés rurales et Communes, de même que les cahiers et registres des OP, forment un ensemble hétéroclite et disparate, qui ne peut amener à affirmer qu'il y a, dans le vrai sens du terme, une politique de conservation et d'archivage.

Par ailleurs, il est important de souligner que, même s'il y avait un début de politique d'archivage et de conservation, il manque cruellement de documents à conserver et archiver. Le prestataire a constaté et vérifié sur la zone du projet qu'un registre foncier peut servir en moyenne trois à quatre ans, le nombre de délibérations foncières étant souvent très limité et les mentions à y porter étant très petites et ne prenant pas beaucoup de place. Une pratique est hélas très répandue, que l'on a eu à constater tant à Ndiayène qu'à Guédé et ailleurs, à savoir que les documents fonciers disparaissent ou sont parfois emportés par les anciennes équipes dirigeantes, sans possibilité ensuite de les consulter. Cette pratique crée une rupture dans la chaîne qui fait que les éventuelles archives se trouvent notablement dérangées.

3.1 UNE RELATIVE DISPARITE ENTRE COLLECTIVITES DANS LA ZONE DU PROJET

La disparité s'explique, outre les raisons avancées, par une absence de politique de référence en matière d'archivage. Chaque collectivité a une pratique d'archivage qui suit ses propres réalités, sans tenir compte, malgré des efforts (qui vont être détaillés), du minimum en la matière. Si la conservation des documents fonciers existe, elle est mal maîtrisée, et cela nécessite, pour y remédier, de mettre en place une politique de renforcement des capacités.

3.2 UNE CONSERVATION MAL MAITRISEE

La Communauté Rurale de Diama, qui existe depuis plus de deux ans maintenant, n'a pas eu le temps d'élaborer et de mettre en œuvre un registre foncier. Les registres fonciers hérités de Ross Bethio n'étant pas à sa disposition, c'est sur le modèle de registre proposé par le PACR qui en est en expérimentation que sont portées les opérations foncières. Tous les documents (registre foncier, de délibération, etc.) à cause de la nouveauté de la CR, sont conservés dans les tiroirs du bureau du président, soit dans le bureau de l'ASCOM ou du secrétaire Communal.

Le registre de DODEL, de bonne qualité, qui date de 1987 et mis à jour en octobre 2010 est conservé dans les tiroirs du bureau de l'ASCOM, qui a subi une courte formation en archive avec le partenaire de DGL / FELO. Il faut souligner qu'il n'existe pas de version numérique de ce document (un projet d'informatisation des documents existe avec l'appui du PACR).

Le registre foncier de Ndiayène Pendao, dans un état de conservation assez déplorable, se trouve dans le bureau de l'ASCOM faiblement doté d'armoires, ne serait-ce que pour empiler les documents.

Le nouveau modèle proposé par le PACR en cours d'expérimentation, est conservé dans les mêmes conditions. De plus dans l'ancien registre qui n'a plus été mise à jour depuis longtemps, il n'est pas mentionné beaucoup d'affectations qui ont cependant été faites. S'il n'y a pas de version informatique du nouveau registre, le POAS par contre existe dans sa version numérique. La procédure d'informatisation du registre foncier y est en cours.

La commune de Podor se trouve dans les mêmes conditions matérielles de conservation, des archives dans le vrai sens du terme n'existant pas. Le PUD, totalement détérioré, ne peut être consulté, pour les raisons exposés plus haut. Mais les autres documents, à savoir le livre foncier et le registre des délibérations, conservés dans les tiroirs du bureau du secrétaire administratif, sont dans un bon état. Comme pour les autres collectivités locales de la zone, le secrétaire Communal a subi une courte formation en archivage. Mais, faute d'archives digne de ce nom, cette formation est sans effet pratique. Le livre foncier et les registres d'attributions et d'autorisation d'occuper qui datent de 1997 et dont la dernière mise à jour date de 22 novembre 2002, n'ont pas de version numérique, sauf le dernier lotissement qui date de 2008, qui comprend la liste des attributaires et ceux qui ont payé les droits pour les permis d'occuper. Comme pour toutes les collectivités locales, il existe toujours un projet d'informatisation totale de l'ensemble des documents, pour une meilleure conservation, mais ces projets ne sont pas matérialisés.

Le cas de Guédé est assez révélateur de cette absence de politique d'archivage et de conservation adéquats. Les registres fonciers, quoiqu'en bon état et de bonne qualité, sont conservés en dehors du siège de la communauté rurale de l'ASCOM chez lui à Taredji. Ces documents, mis à jour pour la dernière fois en Octobre 2010, sont malgré cela, dans un état de conservation assez rudimentaire et nuisible à leur qualité à court terme, puisque dans un espace qui ne présente pas les conditions minimales pour ces types d'outils. De plus, les raisons avancées par l'ASCOM pour justifier cette « décentralisation », à savoir la très forte demande de consultation où délivrance de documents, à partir de chez lui, n'est pas gage de sécurité et transparence. L'ASCOM de Guédé, à l'instar des autres à subi une formation en archivage avec SAFEFOD. L'avantage avec Guédé est que toutes les données figurants sur les documents fonciers existent aussi dans une version informatique totale au niveau de CR, ce qui constitue un pas important vers un modèle de conservation plus fiable.

Le cas de Gandon mérite d'être mis en exergue, par la qualité supérieure à toutes les autres collectivités en matière de conservation, ainsi que la variété des documents. Cela est dû à la proximité avec Saint-Louis, donc des administrations et des pratiques administratives modernes, mais aussi et surtout de la « suprématie » de l'affectation pour l'habitat. C'est ainsi qu'à côté des registres fonciers proprement dits et des registres délibérations foncières, il existe des registres d'alignement et de régularisation côtés et paraphés par le Sous-préfet. Même si l'informatisation n'existe encore pas pour tous les documents, la variété de ces documents pourrait amener à créer des archives à cause de l'existence d'une masse importante à classer. Il s'y ajoute que tous les registres, de 1999 à maintenant, existent dans un bon état de conservation, dans des armoires prévues à cet effet dans le bureau du Président et accessibles, offertes dans le cadre du partenariat avec SICOVAL. En outre, pas important vers un système de conservation fiable, tous les doubles de documents sont visibles à la Sous-préfecture de Rao. Enfin, et c'est à ce niveau que Gandon se singularise, toutes les délibérations et tous registres fonciers existent dans leur version numérique, sous forme de fichiers depuis 2002.

3.3 POUR UNE POLITIQUE D'ARCHIVAGE ET DE CONSERVATION DES DOCUMENTS

Une bonne politique d'archivage suppose la réalisation de trois éléments indispensables.

3.3.1 La modernisation des procédures

Il faut pour cela, des modèles de documents fonciers plus complets et comportant tous les éléments qui puissent permettre d'y faire figurer des informations claires, faciles à suivre dans le temps et dans l'espace. Les modèles de documents qui seront proposés par le prestataire¹⁴ détailleront ces éléments. Pour une meilleure efficacité, les procédures d'élaboration des documents doivent être le plus participatif possible, afin que les collectivités puissent les approprier et les mettre en œuvre selon les spécificités de chacune. Si les documents présentaient une base commune à toutes les communautés rurales (dans le respect des procédures légales et réglementaires en référence aux textes qui régissent la matière), il n'en demeure pas moins que chaque collectivité pourrait conserver ses spécificités locales, par exemple, les principes d'affectation en matière de gestion des ressources. Ainsi, les principes d'affectation en matière d'habitat sont nécessairement différents, surtout en matière de mise en valeur et délais, de ceux des affectations au niveau des collectivités à dominante agricole ou agropastoral (y compris dans les cuvettes et périmètres). En outre, l'informatisation des opérations et des documents fonciers participe d'une modernisation globale du système.

3.3.2 Le renforcement des capacités

La plupart des ASCOM et secrétaires communaux ont déclaré avoir subi une formation en archivage, mais le prestataire n'a pas pu évaluer le degré, ni l'impact de cette formation sur la qualité des outils actuels. Tous ont émis le souhait de bénéficier d'une formation approfondie dans les techniques d'archivage et de conservation de documents fonciers et autres outils quotidiens de travail. Ce renforcement des capacités des agents des collectivités dont les outils de travail sont constitués par ces documents sera de nature à créer et développer l'instinct d'archives, ce qui facilitera la consultation et prolongera la vie des documents. Les techniques de l'archivage et la conservation, y compris des modèles informatiques bien élaborés et bien assimilés, seront de nature à renforcer les capacités. Ces techniques apprises et assimilées, doivent trouver un espace d'application et de mise en œuvre.

3.3.3 Des équipements adaptés pour une bonne conservation

Si les procédures et les capacités des agents sont améliorées et renforcées, il est important que les documents trouvent un lieu pour s'archiver. Aucune des collectivités locales de la zone du projet, y compris les communes de Podor et de Ross-Bethio n'a prévu d'espaces et d'infrastructures spécifiques de stockage et de conservation des documents fonciers. Autrement dit, pour des archives dignes de ce nom, il faut des locaux érigés à cet effet, suffisamment spacieux et aérés (à défaut d'un

¹⁴ C'est l'objet des prestations de la tâche No 3 de son marché

système de climatisation qui n'est pas pour le moment à leur portée), protégés contre les risques d'incendie ou d'inondation, avec des agents bien formés pour les tenir. En effet, la conservation dans des armoires hautes ou basses, ou dans les tiroirs des bureaux dans les conditions climatiques de la zone, n'est pas de nature à favoriser une bonne documentation. Le stockage dans des pièces sur des rayons en bois ou en fer, même dans une pièce de faible surface mais suffisamment aérée, est un début de politique d'archivage. Cela pourrait donner une idée claire de l'attraction que ces archives pourraient avoir sur la fréquence et la facilité de l'accès et de la consultation, car en l'état actuel, les archives ne font l'objet d'aucune consultation au niveau des collectivités locales.

3.3.4 Commentaires

La question peut se poser quant au format de conservation et d'archivage : analogique (papier) et/ou analytique (numérique). Si la version analogique ne soulève pas d'autres interrogations que celles de la dimension et de la pièce de rangement et de consultation, l'archivage informatique, de prime abord séduisant (pas de gros besoin en volume pour ce type de rangement), impose par contre d'autres contraintes : matériel, logiciel et compétence locale, sans oublier la nécessité d'une alimentation électrique.

Les conditions et insuffisances de l'archivage actuel ont été amplement commentées, le premier besoin en la matière étant la disposition d'un local sain et abrité ainsi que d'organiser correctement la consultation. Des archives informatiques n'ont été rencontrées qu'à la CR de Gandon où le niveau général de développement est atypique par rapport aux autres CR du fait de la proximité de Saint Louis et de l'importance prise par la zone d'urbanisation, ce qui a provoqué de tels besoins en services administratifs que la collectivité a été obligée de trouver des solutions modernes pour faire face à la demande ; elle a d'ailleurs été appuyée en ce sens par divers bailleurs.

La numérisation des documents répond bien au concept de sauvegarde en ce sens qu'un document numérique peut facilement être archivé en plusieurs endroits. Par contre, la consultation d'un document numérique est tributaire des mêmes contraintes que celles de l'archivage, auxquelles s'ajoute la disponibilité indispensable d'une personne compétente pour faire profiter le citoyen de cette facilité car celui-ci n'aura pas la technicité requise et la préservation du matériel demande beaucoup de soins. L'autre aspect positif de la numérisation réside dans les moyens d'actualisation rapides. Un autre avantage est celui de la tenue sous un faible espace de versions en différentes langues, selon celle parlée par celui qui consulte la documentation.

Autrement dit, si l'informatisation n'est pas actuellement à considérer comme la panacée, elle doit rester sous jacente dans la conception des documents car son accès sera à terme grandement facilité par la numérisation. La modernisation n'engendre pas des obstacles insurmontables : la réponse à l'absence d'énergie électrique se trouve par l'utilisation de batteries alimentées par panneaux solaires, le coût des logiciels est amplement contourné par la présence de logiciel open source et la vulgarisation des outils de lecture (viewers pour les plans et pour les informations alphanumériques) est abordable. On peut donc la concevoir dans l'immédiat comme une excellente réponse à l'archivage et à la consultation.

3.4 FORME, CONTENU, MODE DE CONSERVATION ET D'ARCHIVAGE DES DOCUMENTS

3.4.1 – Les documents fonciers

Certaines des OP rencontrées ne disposent d'aucune archive concernant le foncier. Parmi celles qui en disposent, il s'agit de la liste des membres ou de l'attestation d'affectation de terre.

- Registre des attributaires – Parmi toutes les OP enquêtées dans Podor, seuls trois (3) PIV (Sassel Talbé, Ndorboss, Pathé Gallo) disposent de document listant les attributaires initiaux avec la superficie attribuée à chacun, sans autre information. Dans les 3 cas, la nature du document est différente : feuille de papier saisie à l'ordinateur, feuille manuscrite, 1 page d'un cahier d'écolier. Généralement pour chaque campagne, il est dressé la liste des exploitants (ceux qui s'engagent à cultiver durant la campagne) avec, quelques fois, la superficie par exploitant. Ce document tenu par le président dans un cahier d'écolier, quelques fois sur une feuille de papier, sert à contrôler les différentes cotisations arrêtées à l'assemblée de préparation de la campagne pour régler les charges collectives de campagne (achat du gasoil, salaire du pompiste, salaire du magasinier, etc.). Dans la majorité des cas les documents sont détenus par le président de l'OP.

- Attestation de délibération du conseil rural – Ce document est gardé par le président de l'OP sous des formes diverses : cartable, chemise cartonnée, etc.

3.4.2 – Les documents administratifs : statuts, règlement intérieurs

Par rapport aux documents administratifs, trois cas se distinguent.

- Les OP qui n'ont pas de statuts et de règlement intérieur.
- Une deuxième catégorie est constituée par les OP qui ont le statut de GIE, mais les documents ne sont pas visibles et celles qui les ont perdus (3 parmi les OP enquêtées).
- Les OP qui disposent de leurs documents de Statuts et de règlement intérieur. La majorité d'entre elles ont des statuts types sans lien réel avec leur situation. Par contre quelques rares OP ont élaboré des documents (règlement intérieur, surtout) en rapport avec leurs réalités spécifiques. C'est l'exemple du GIE de Kodith 2 avec un règlement intérieur qui a été élaboré le 18 novembre 2001 (création en 1990) lors d'une assemblée générale avec 30 membres et figure sur une feuille de papier manuscrite.

4 EVALUATION DE L'ELABORATION ET DE L'APPLICATION DES OUTILS

4.1 LES POAS

4.1.1 Rappels sur l'élaboration

Les POAS trouvent leur justification dans la politique de décentralisation et la non maîtrise du foncier par les CR suite aux développements de l'irrigation.

Ils sont destinés à :

Réguler les différents usages des ressources naturelles dans une optique de développement durable et une implication des populations dans le choix, la prise en charge des normes et les règles de leur utilisation.

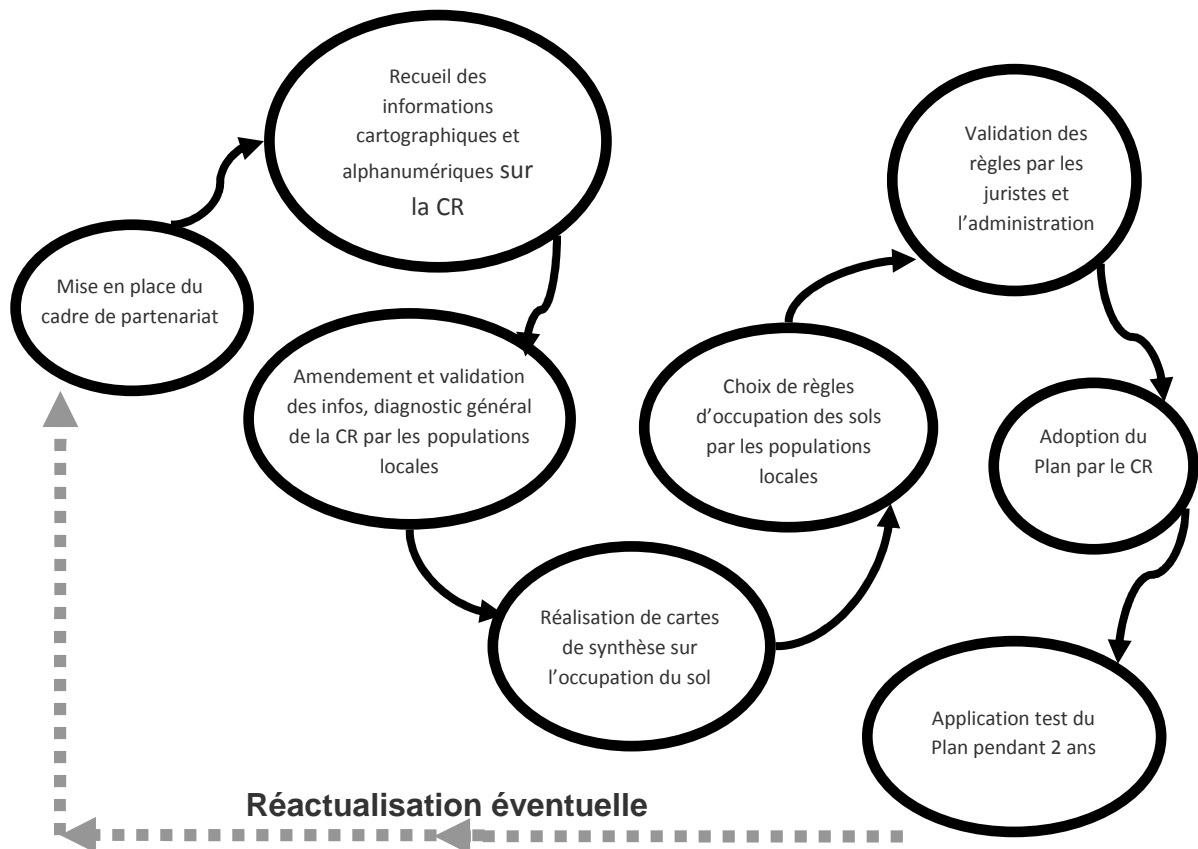
Ils s'élaborent suivant une démarche qui :

- ➔ confère la maîtrise d'œuvre du POAS au conseil rural,
- ➔ donne à la SAED un rôle d'ingénieur-conseil (comme animatrice du processus d'élaboration, elle apporte son expertise technique pour éclairer les choix des populations),
- ➔ revêt un caractère officiel (délibérations du conseil rural : autorisation de l'élaboration, adoption des résultats intermédiaires, validation du produit final).

Le déroulement de l'opération suit quatre étapes.

- Une phase de recueil des informations cartographiques et alphanumériques au niveau de la SAED et d'autres sources (services techniques régionaux, etc.),
- L'amendement et la validation des informations par les populations, la réalisation de cartes de synthèse sur la base d'un diagnostic général de la communauté rurale,
- Le choix des règles d'occupation des sols selon une logique de compromis sous l'éclairage d'un état des lieux relativement exhaustif concernant les activités et modes d'utilisation de l'espace et d'informations sur les différents thèmes et domaines qui définissent, a priori, le contenu d'un POAS : agriculture, élevage, pêche, environnement et protection de la nature, chasse, accès à l'eau et ses utilisations, etc.,
- L'application test du POAS (validé par les juristes et l'administration, adopté par le Conseil rural) pendant une période de deux (2) ans.

Etapes du déroulement d'une opération POAS



Canevas de réalisation du POAS

Dispositions retenues pour la mise en œuvre

De la part de la SAED, quelques dispositions sont prises pour la mise en œuvre du POAS. En fait, ces dispositions figurent dans les documents POAS. Ce sont les suivantes :

- L'appropriation du processus d'élaboration par des élus délégués par le conseil rural

A l'entame du processus d'élaboration du POAS, le conseil rural est invité à désigner des délégués permanents à l'opération d'élaboration. Ces délégués sont généralement des élus avec une expérience des problématiques de développement et/ou représentatifs des différentes zones de la CR. Souvent, le conseil rural désigne, parmi eux, un responsable du groupe qui se trouve être, très souvent, le 1^{er} ou le 2^{ème} vice président du conseil rural. Le groupe ainsi constitué forme une équipe d'animation avec les agents de la SAED chargés de l'opération. Cette démarche facilite l'appropriation du POAS par ce noyau d'élus qui, suite à l'adoption du POAS, continue d'être considéré (en particulier, le coordinateur du noyau) comme responsable de la mise en œuvre.

- La mise en place d'un collège d'animateurs locaux et leur formation initiale

Suite à l'adoption du POAS par délibération du conseil rural, le noyau d'élus est élargi à des personnes ressources locales qui ne sont pas des élus, mais qui sont plutôt jeunes, relativement instruits et jugés aptes à jouer le rôle. Ils doivent provenir des différentes zones de gestion déjà définies dans le POAS. Dès l'opération pilote de Ross Béthio, le conseil rural les a définis, non pas seulement comme animateurs du POAS, mais comme « animateurs du développement local ». En plus du POAS, ils ont souvent une position d'interface vis-à-vis des interventions des acteurs externes et internes pour les diagnostics de terroirs, enquêtes et consultations des populations, les élaborations et accompagnement des projets, etc. Il nous a été donné (début février 2011) de constater cette attitude dans la CR de Diamina.

Leur formation initiale exécutée par le Centre Interprofessionnel de Formation Aux Métiers de l'Agriculture (CIFA) et la SAED aborde : l'approche « développement local », la prévention et la gestion des conflits, la revue et l'approfondissement de tous les éléments de contenu du POAS, l'utilisation de la cartographie, les règles de la communication.

- La mise en place des commissions de zone de gestion

Aussitôt après la formation des animateurs locaux il est procédé à l'installation officielle des commissions de zone de gestion par la présidence du conseil rural (le président et des 2 vices présidents). Appuyées par les animateurs, ces commissions composées d'élus issus de la zone, de représentants des différentes catégories socioprofessionnelles impliquées dans les thèmes abordés par le POAS (en premier lieu les agriculteurs et les éleveurs), doivent traiter les problèmes et conflits d'utilisation des sols et des autres ressources naturelles afin de trouver des solutions ou arbitrages à proposer au conseil rural.

- Une autre disposition retenue dans le POAS est la **traduction du document POAS dans les langues nationales parlées dans la CR** pour permettre son accès aux populations à la base. Cette traduction suppose, aussi, que le document POAS (version française) soit rapidement édité et mis à la disposition du conseil rural et des autres acteurs de la planification du développement local.

4.1.2 Les retards à l'application de l'outil

Globalement, les POAS ne sont pas encore mis en œuvre dans les CR. Les conseils ruraux, après avoir adopté officiellement les POAS, n'ont pas prolongé leur engagement par des actions sur le terrain ; ils semblent attendre la SAED (et maintenant, le PACR).

Il faut dire que la SAED peine à mener, de manière soutenue, ces actions de finalisation du processus et d'appui au démarrage de la mise en œuvre. Donne-t-elle, réellement, de l'importance à l'outil ? Peut-elle concevoir que ce nouveau domaine d'activité (appui aux collectivités locales pour la gestion de l'espace rural) reçoive l'allocation budgétaire nécessaire par rapport à ses domaines d'activité traditionnels (aménagements hydro – agricoles, conseils agro – techniques, etc.) ?

Par principe de non substitution aux acteurs locaux (les conseils ruraux, en particulier) et de leur responsabilisation/apprentissage, la SAED ne cherche pas à appliquer directement le POAS. Ce juste

principe doit être maintenu, même si un peu plus d'engagement doit être pris pour l'appui à l'application; ce qui devait en être l'occasion avec le PACR.

Les retards à l'application des outils relèvent de : i) raisons liées à des contraintes techniques et financières ayant prolongé l'élaboration, ii) raisons d'ordre pratique : retard dans la mise en place des structures de gestion et, iii) raisons liées au niveau d'appropriation de l'outil.

- Le POAS de Ross Béthio a été adopté en décembre 1999 après deux ans et demi de concertations. La formation des animateurs par la SAED et le CIFA est intervenue, environ, un an après l'adoption du POAS. Les commissions de zone de gestion ont été installées immédiatement à la suite de la formation. Le collège des animateurs a, par la suite, connu une légère augmentation pour tenir compte de zones et ethnies mal représentées. Ces animateurs ont aussi bénéficié d'un autre atelier de formation de la part de l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA/PSI axé sur les systèmes multi agents et la gestion des ressources; certains d'entre eux ont quelques fois été associés à des programmes du Groupe Interdisciplinaire de Recherches et d'Action en Développement Local –GIRARDEL- -recherches sur les zones humides de la CR, etc.). En mi 2002, la suspension des élus locaux au Sénégal¹⁵ a créé une rupture préjudiciable à l'ambiance de développement local et aux tentatives et recherches d'application du POAS.

Globalement, commissions de zone de gestion et animateurs ne fonctionnent pas. Il se pose aussi un problème de prise en charge financière de leur fonctionnement ; ce que le conseil rural déclare ne pouvoir assurer ; quelques fois c'est le Président du conseil rural qui paye, «de sa propre poche» le déplacement des animateurs quand il y a des tentatives de remobilisation. La fiche de poste de l'animateur (initiée et non finalisée par la SAED et le CIFA) devrait être élaborée rapidement en début de projet et servir à résoudre le problème de prise en charge du fonctionnement des animateurs.

Notons que, durant une certaine période, le conseil rural a lié la non mise en œuvre à la non fourniture des documents et cartes du POAS par la SAED qui avait trop tardé à le faire, attendant une occasion appropriée en terme de communication/publicité au niveau national.

- Le POAS de Ronkh a été adopté courant 2005 après 4 ans et ½ de concertations. Non seulement l'élaboration a connu la rupture provoquée, en 2002, par la suspension des collectivités locales, mais le nouveau conseil rural issu des élections locales de 2002, suivant son Président (nouveau, lui aussi), a demandé la reprise d'une bonne partie du processus. La formation des animateurs programmée plusieurs fois à partir de décembre 2005 (à la même période que pour Gandon) n'était pas encore réalisée en mai 2007 du fait d'un désaccord entre le conseil rural et la SAED à propos de perdiems à allouer aux animateurs durant les 3 ou 4 jours de formation.

¹⁵ Par suite d'un renvoi des élections locales de plusieurs mois (environ 6 à 7 mois) l'assemblée nationale a suspendu les conseils ruraux et municipaux dont les mandats avaient expiré pour les remplacer par des commissions spéciales composées de fonctionnaires (3 pour chaque CR) en attendant les prochaines élections locales. Ces commissions n'avaient ni le temps (3 personnes à la place de 32 élus à Ross Béthio), ni les informations nécessaires (l'équipe SAED a fait le tour des CR présenter l'opération POAS aux commissions spéciales dans l'espoir du maintien des acquis) pour poursuivre le processus. Après les élections, il a fallu aussi 6 à 7 autres mois pour que les nouveaux conseils ruraux s'installent, prennent leurs marques et puissent être instruits du POAS et reprendre le processus. Notons que les changements du personnel (de nouveaux élus, des départs ou des élus qui ont changé de fonction) n'ont pas facilité la reprise.

A partir de 2004 le conseil rural avait démarré un autre processus parallèle destiné à mettre en place un Cadre Communautaire de Concertation pour le Développement Local. La mise en place de ce cadre formel initié par le président du conseil rural qui en fait une priorité a été effective (adoption officielle par le conseil rural, mise en place des structures) en 2006. Il s'agit d'un outil participatif d'élaboration et de mise en œuvre des programmes de développement économique et social tels que le PLD. Le conseil rural est lié à la SAED, depuis mai 2004, par une convention de partenariat dans laquelle il était retenu que la SAED appuie le conseil à concevoir, sensibiliser et mettre en place le Cadre de Concertation. C'est ainsi que ce cadre a été mis en cohérence avec le POAS à travers l'établissement de deux correspondances ou coïncidences exactes : d'une part les Comités Inter Villageois de Développement (CIVD) du cadre de concertation et les commissions de zones de gestion du POAS, les animateurs des deux outils d'autre part.

- La CR de Gandon a connu l'un des processus d'élaboration les moins longs avec à peine 2 ans de concertations. La formation des animateurs est intervenue peu de temps après l'adoption du POAS par le conseil rural en 2005. Un noyau de cinq (5) élus ayant participé activement à l'élaboration s'occupe du POAS ; l'un d'eux qui est le premier vice président du conseil rural est désigné responsable du POAS et coordinateur du noyau d'élus et des animateurs. Dans cette CR les animateurs choisis par le conseil rural étaient déjà les «facilitateurs» de l'ONG Plan International auprès de qui ils reçoivent une indemnité mensuelle de 30 000 F CFA. Leur travail de facilitation pour l'ONG consiste à de la sensibilisation et à l'organisation des populations sur des actions concernant la santé, l'éducation, la production, etc. Le noyau d'élus et les autres animateurs ont travaillé à la finalisation du document POAS avec l'équipe SAED. Les commissions de zone de gestion sont mises en place en fin 2006/début 2007. Une restitution du POAS a été faite dans chaque village par les animateurs ; ce qui n'a été réalisé dans aucune des CR qui ont adopté leur POAS.
- A Ndiayène Pendao, l'élaboration démarrée en 2 000 s'est achevée en fin 2002. La formation des animateurs locaux n'est faite qu'en 2007. Le 1^{er} vice président de la CR a en charge la mise en œuvre du POAS. Cependant, sur des questions importantes, il doit très souvent obtenir l'aval du président du conseil rural qui réside à Dakar comme d'autres élus instruits de cette CR.

4.1.3 Eléments pour la mise en œuvre des POAS

- **Cahier des charges et coût de fonctionnement des animateurs** - Dans chaque CR le projet travaillera à dresser, de manière précise, le cahier des charges de l'animateur. Ce travail se fera avec les animateurs eux-mêmes, les membres de la commission de zone et les élus en charge du POAS qui vont le valider au niveau du conseil rural. La définition du cahier des charges de l'animateur permettra ainsi d'avoir une idée précise du coût de fonctionnement des animateurs.
- **Indemnité et moyens logistiques de l'animateur** – Les limites du bénévolat étant connues, il est indispensable d'intéresser les animateurs qui sont appelés à fournir un travail de base sans lequel le POAS (vu sa nature et les modalités, forcément participatives, de sa mise en œuvre) ne pourra pas fonctionner. Un système d'indemnisation négocié entre les animateurs, les commissions de zone, les élus en charge du POAS et le conseil rural avec l'appui du projet

devrait donc être trouvé. La négociation de l'indemnité à leur allouer doit aller de pair avec une dotation en moyens logistiques (motos, fournitures diverses) indispensables à ce type de travail.

Un engouement particulier a été noté à Gandon où le choix a été naturellement fait de reconduire les « facilitateurs » locaux de l'ONG Plan International recevant déjà une indemnité de l'ONG comme animateurs du POAS. C'est pourquoi de tous les collèges d'animateurs, celui de Gandon semble être le plus à même de faire fonctionner son POAS.

- **Formations supplémentaires** – Etant donné le nombre de domaines dans lesquels les animateurs vont s'investir (soit pour aider à apporter des solutions à des conflits, soit pour faciliter des initiatives de base ou des projets d'intervenants extérieurs) la formation initiale qui leur est fournie s'avère bien insuffisante. Or, pour pouvoir faire fonctionner le POAS les animateurs doivent prouver une certaine efficacité / utilité à l'environnement local (élus, populations, services décentralisés, ONG, etc.) ; ceci est d'autant plus important que cet environnement doit se battre pour leur allouer l'indemnité et les moyens logistiques dont il est question plus haut. Le renforcement de leurs capacités par une formation continue est indispensable, surtout dans le domaine de la connaissance et de la gestion (technique, économique et juridique) du foncier en raison du travail sur le SIF et le cadastre rural abordés plus loin.

4.2 LE PLAN D'URBANISME DE DETAIL (PUD)

Il convient de rappeler que l'évaluation et l'application des PUD s'avère pour le moment impossible, à cause du fait que celui de Podor, vieux et obsolète, n'est plus en cours et que celui de Ross Béthio, nouvelle commune, est en cours d'élaboration et fait l'objet d'observations au niveau du service de l'urbanisme et de l'ARD.

4.3 LA CHARTE DU DOMAINE IRRIGUE (CDI)

Objectif

Constituer un document de référence en matière d'attribution et d'utilisation du domaine irrigué, établissant un lien entre les textes officiels régissant la ressource terre et ceux régissant la ressource eau.

Contenu

- ◆ des normes d'aménagement à respecter par tout attributaire
- ◆ le minimum de mise en valeur requis pour l'agriculture irriguée et pour les autres types d'exploitation,
- ◆ l'engagement des attributaires à participer à la maintenance des infrastructures,
- ◆ l'engagement de l'Etat à assurer la disponibilité de l'eau et les conditions de drainage efficient,
- ◆ les conséquences du non respect des engagements

Démarche

- larges et profondes discussions entre tous les acteurs institutionnels (démembrements de l'Etat, collectivités locales, ONG, bailleurs de fonds, experts nationaux et internationaux, etc.) et professionnels (divers types d'exploitants agricoles et autres utilisateurs du domaine irrigué).

Au bout du processus ce sont 44 ateliers de concertation qui ont été tenus à divers niveaux (CR, CDD, CRD) selon un mouvement ascendant et descendant - 1 document compilant les CR de tous les ateliers a été fait.

- recherche du consensus.
- appui sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur concernant la terre, l'eau, l'environnement, la décentralisation, etc.
- adoption de la charte.

Produit obtenu

Décret du Premier Ministre qui devrait, dans la pratique, être distingué en 2 parties :

- le texte de charte ...
- l'engagement de l'attributaire de terre ...

En définitive, la Charte du Domaine Irrigué :

Se justifie par :

L'existence de pratiques non conformes à la législation foncière, le développement incontrôlé des périmètres hydro-agricoles (gaspillage des ressources) et l'incapacité des conseils ruraux à appliquer la loi.

Constitue :

Un document de référence (outil à l'usage du conseil rural) en matière d'affectation d'exploitation et de désaffectation des terres du domaine irrigué,

Consiste en :

- ◆ des normes d'aménagement à respecter par tout attributaire,
- ◆ l'indication du minimum de mise en valeur requis pour l'agriculture irriguée,
- ◆ l'engagement des attributaires à participer à la maintenance des aménagements structurants,
- ◆ les conséquences du non respect des engagements

A été élaborée à travers de larges discussions

A l'échelle de la vallée entre tous les acteurs institutionnels (démembrements de l'Etat, collectivités locales, etc.) et professionnels (divers types d'exploitants agricoles et d'OP) avec un processus de 44 ateliers de concertation tenus à divers niveaux (CR, CDD, CRD) tout en s'appuyant sur les textes législatifs et réglementaires en vigueur concernant la terre, l'eau, l'environnement, la décentralisation, etc.

5 RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'ARCHIVAGE ET DE CONSERVATION DES OUTILS FONCIERS

Au vu de l'inventaire réalisé sur l'ensemble des pratiques actuelles en matière de conservation et d'archivage dans les Communautés rurales, les Communes et les Organisations paysannes, le constat d'ensemble est assez alarmiste.

Les points majeurs de faiblesse tiennent à :

- Absence d'une politique générale de conservation et d'archivage,
- Vulnérabilité des documents fonciers, au niveau physique et existentiel,
- Difficulté d'accès à l'information.

D'autres préoccupations et difficultés sont à résoudre à plus long terme qui nécessitent des choix techniques et des budgets appropriés.

5.1 INTEGRATION DU GENRE DANS LES OUTILS POAS ET CDI

Malgré son absence dans les TDRs, la question genre a été abordée pendant les enquêtes qualité dans la vallée avec l'objectif de s'assurer de la compréhension et du niveau d'appropriation de ces outils par les acteurs.

Par rapport à l'élaboration de ces outils, c'est la communauté rurale qui avait la charge d'organiser ce travail en rapport avec les conseillers ruraux et rurales sur le terrain. Le prestataire a travaillé avec le guide questionnaires aux collectivités qui comprend une partie « genre ».

Les résultats du travail terrain ont démontré que les femmes ne connaissent pas ces outils (POAS, CDI) seules les conseillères des communautés rurales ont déclaré avoir participé au processus mais, vu la **faiblesse de leur représentation dans le conseil rural** (13%), plus particulièrement dans les commissions de zones et des animateurs POAS, on peut attester que les besoins des femmes ne sont pas totalement pris en charge.

COLLECTIVITE LOCALE	COMMISSIONS DE ZONE (POAS)		ANIMATEURS	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
Ndiayène Pendao	50	16	5	2
Guédé	Pas d'information			
Dodel	90	6	17	2
Diama	Pas d'information		10	5
Ronkh	Pas de commission		7	0
Gandon	Pas d'information		8	3
Gamadji	Pas de commission		4	0

Tableau récapitulatif des nombres d'hommes et de femmes dans les commissions de zone et des animateurs

Dans les différentes zones concernées par le projet, l'héritage, le legs, le don, et le prêt ressortent comme les principaux modes d'accès au foncier. Ces types d'accès antérieurs à la loi sur le domaine national (affectation) gardent encore une grande légitimité sociale. Bien souvent ces formes sociales dans lesquelles les hommes sont privilégiés servent de référence aux élus locaux qui administrent le foncier car elles sont ancrées dans leur univers socio mental et socio culturel. Au niveau des communautés rurales visitées pour les besoins de l'enquête qualité, les femmes sont faiblement représentées dans les conseils ruraux et municipaux (13 %) ce qui réduit leur capacité d'action et d'influence pour changer la situation. Cet état de fait a une répercussion directe sur l'affectation des terres aux groupements féminins.

Voici des exemples :

- ✚ Au niveau de la Communauté rurale de Ndiayène Pendao, sur un échantillonnage de 41 groupements visités, seuls 10 ont reçu une affectation de terre. Pour la commune de Podor, sur 22 groupements, 5 sont affectataires. Il y a un certain progrès au niveau des communautés rurales de Guédé et de Dodel où tous les groupements rencontrés (7 pour Guédé et 13 pour DODEL) ont accès à des parcelles d'exploitation au travers du GIE de leur villages respectifs, et ces parcelles dans la plupart des cas sont légalisées.
- ✚ Malgré ces quelques progrès observés dans l'affectation des terres, le problème d'accès au foncier demeure vital pour les femmes car les superficies affectées sont loin de satisfaire la demande. Par exemple le groupement PENDA SARR de NGAOLE situé dans la communauté rurale de Guédé et composé de 400 femmes, n'exploite que 7 ha de terre, là où un homme à lui seul peut exploiter plus de 2 ha.
- ✚ Au niveau familial la femme assume des responsabilités quand elle perd son conjoint, elle devient chef de famille ou chef de ménage ou les deux. Par défaut, elle a le droit de regard sur le foncier et peut prendre des décisions. L'exploitation faite des enquêtes massives réalisées dans la région du fleuve nous donne la situation suivante :

	Nb. Exploitants	Dont Femmes	Dont Chef de famille	Dont Chef de ménage	Chef de famille et de ménage à la fois	Autres cas	Dont hommes ou assimilés
Qté	3005	625	68	230	151	327	2380
%	100,0%	20,8%	10,9%	36,8%	24,2%	52,3%	79,2%

Tableau 1 : Analyse genre des exploitants de la vallée du fleuve

Les problèmes ne se limitent pas seulement à l'accès au foncier, les groupes vulnérables éprouvent beaucoup de difficultés dans le cadre de l'exploitation et la mise en valeur des parcelles suite aux difficultés financières rencontrées dans le cadre du financement des intrants agricoles et des équipements.

5.2 DOCUMENTS FONCIERS GENERES AU NIVEAU LOCAL

Le degré d'intérêt d'un document est variable selon l'usage qui en est fait et une politique de conservation (au sens d'actualisation) ainsi que d'archivage (ou de préservation et d'entreposage) est à définir au niveau local, plus particulièrement en matière foncière.

En effet, ce n'est pas tous les jours qu'un individu éprouve, par exemple, le besoin de consulter les décisions d'une commission domaniale du CR mais, s'il a l'impression que l'information est « cachée », c'est tout le système qui est mis en doute et perd sa crédibilité.

Au niveau communautaire et communal, les citoyens sont intéressés par l'existence de la décision d'affectation, la date et la surface attribuée. Accessoirement, ils souhaitent consulter un plan.

Au niveau des OP, la curiosité citoyenne semble assez limitée, l'intérêt se portant plutôt sur le devenir de lots devenus vacants (suite au décès ou à une situation de dette de l'attributaire). Accessoirement, ils s'intéressent à certains aspects du règlement intérieur.

5.3 INSTAURATION D'UNE POLITIQUE DE CONSERVATION ET D'ARCHIVAGE

La conservation et l'archivage procèdent d'obligations légales, qui peuvent être très directives ou (au contraire) muettes en certains cas. Il faut aussi considérer les besoins et modalités pratiques. La proximité du service au citoyen est un gage de commodité mais les collectivités locales n'ont pas forcément ni les moyens ni la compétence pour structurer un archivage « tous azimuts » sur des dizaines d'années.

Il est évident que plus un document est « archivé » dans la hiérarchie administrative, plus il devient inaccessible au citoyen, que ce soit pour consultation ou pour établissement d'un double (d'une copie) conforme. L'éloignement des services départementaux, les délais ou les coûts demandés rendent une délivrance conforme longue et aléatoire. Ne parlons pas d'une consultation aux services d'un Ministère ou des archives nationales car ces instances ne sont pas destinées au service direct du citoyen et exigent de satisfaire à des procédures de communication inaccessibles au dit citoyen.

Ce serait une erreur de croire que l'illettrisme de la population occulte le besoin d'information / vérification. Car, d'une part beaucoup d'adultes se font aider par des enfants scolarisés et d'autre part, ils savent interpeller très incisivement les représentants ou secrétaires de la collectivité.

Il faut donc instituer un service local adapté aux besoins de la population, donnant accès facilement à une information fiable et actualisée.

5.3.1 OBLIGATIONS LEGALES

Les **Collectivités Locales** et les **Organisations Paysannes** sont des entités régies par des lois bien déterminées. Il est nécessaire de recourir à ces textes pour déterminer la spécificité des différents documents et dossiers produits par ces structures aux fins de préciser leur durée de conservation et le sort qui leur sera réservé.

Les champs d'activités des **collectivités locales** sont très nombreux (état civil, recensement, gestion des affaires culturelles et sportives, gestion foncière, etc.) et la production (donc le volume) de

documents générés est en proportion directe avec le dynamisme de l'activité économique et la démographie du secteur, de toute évidence plus activement en secteur urbain que rural. En règle générale, la norme est une durée de conservation locale « infinie », étant considéré que c'est l'instance étatique dépositaire d'un double (ou d'un original) du document relatif à une décision légale qui le reversera ensuite aux archives nationales après un délai de conservation en ses propres services fixés souvent à 10 ans. Le souci du législateur est double : sécuriser en palliant les insuffisances éventuelles de la collectivité locale et ne pas encombrer des instances départementales ou ministérielles avec des masses volumineuses de documents.

Pour les **organisations paysannes**, le document majeur est celui des statuts de la structure qui consacre son existence. Ils sont légalement déposés en double à la Chambre de Commerce et au greffe du Tribunal régional.

Le tableau ci-après présente sur le plan théorique quelles sont les pièces qui retracent la vie d'une organisation et les documents d'importance à gérer au point de vue de l'archivage.

Document	Durée de conservation	Sort final
Dossier de déclaration et modifications de la structure		
. Récépissé de déclaration . Exemple de Journal officiel où figure la déclaration . Registre des modifications . Convocation	Tant que la Structure existe	Conservation indéfinie
Dossiers d'Assemblée Générale de la structure		
. Ordre du jour . Convocation, Feuille d'émargement . Rapport moral, Rapport financier . Budget . Avis du commissaire aux comptes . Vérification du quorum pour les votes . Notes, Rapports	Tant que la Structure existe	Conservation indéfinie

Dans les faits, les structures doivent conserver indéfiniment leurs dossiers (version à jour mais aussi les éventuelles versions antérieures). En cas de dissolution de la structure, les dossiers doivent être sauvegardés (selon le délai prévu par la loi qui a été à sa création).

5.3.2 PRECONISATIONS

Outre une possible volonté du représentant d'une entité de ne pas vouloir montrer la documentation foncière, les tendances sont :

- A la conservation au domicile du fait de l'importance des documents,
- Au manque de passations de la documentation lors des changements institutionnels,
- A la méconnaissance de l'importance relative des documents.

Il semble là que seule une formation aux responsables (élus et secrétaires) permettrait de mieux comprendre quels sont les enjeux et les délais minimum de conservation locale.

5.4 VULNERABILITE DES DOCUMENTS

Les documents fonciers sont vulnérables. Cette vulnérabilité est physique (au niveau de la manipulation et de la conservation. Elle peut être aussi volontaire (vol) ou involontaire (détérioration).

Les documents peuvent être abîmés s'ils ne sont pas entreposés de façon adéquate. Pour le matériel de conservation on pourra préconiser des rayonnages ouverts ou fermés (armoires), et aussi des boîtes d'archives pour les dossiers ou pièces qui sont sous formes de feuilles mobiles (des classeurs chrono peuvent être aussi utilisés pour ces types de supports).

Le lieu de conservation (local, bâtiment) devra être érigé dans des endroits non inondables et préservés des aléas climatiques (vent, poussière, chaleur, eau / humidité, insectes, etc.).

En cas de local « rustique », il est peu coûteux de ranger les documents dans des caisses plastiques étanches (avec couvercle) et transportables.

Contre le vol, il est possible de se prémunir avec stockage des documents dans un local fermant à clef (ou avec cadenas).

Pour les collectivités, bien que le double existe auprès de la sous-préfecture, il semblerait opportun qu'un scannage de la documentation soit régulièrement fait, avec gravure d'un CD-ROM déposé dans la collectivité en au moins deux endroits différents.

5.5 ACCES A L'INFORMATION

C'est un droit, lié à la notion de bonne gouvernance et de transparence. Ce droit peut être restreint, par exemple aux seuls membres d'une structure.

L'accès aux documents ne peut être laissé totalement libre. Des mesures de contrôle sont indispensables. Il doit se faire à des heures fixes, clairement annoncées de manière publique.

Ceci est assez facilement organisable dans les communes qui disposent de plus de personnel et pratiquent des horaires d'ouverture.

Les recommandations sont les suivantes :

- Donner accès à des heures fixes (au début une fois par semaine et ensuite, adapter à la demande réelle mais maintenir ce principe minimum hebdomadaire),
- Disposer d'une liste des personnes habilitées « es qualité » à demander un extrait ou une copie conforme,
- Exiger une pièce d'identité pour entrer dans la pièce de conservation,
- Tenir une main courante avec enregistrement des entrées-sorties (identité des consultants),
- Ne jamais laisser les consultants seuls avec les documents,
- Interdire tout décalque ou annotation sur les documents ;
- Des photos peuvent être autorisées, des photocopies aussi (mais faites par l'entité et délivrées contre paiement, la procédure étant d'enregistrer le paiement et fournir la photocopie quelques jours après).

5.6 RECOMMANDATIONS

A l'exception de la CR de GANDON, pour laquelle ces recommandations peuvent être atténuées, des mesures peuvent être mises en place dans toutes les collectivités.

Les recommandations sont les suivantes, dont certaines présentent un caractère d'urgence :

5.6.1 Mesures conservatoires immédiates

- Scannérisation ou photographie numérique de toutes les pages des registres anciens et existants,
- Duplication (gravure sur CD-ROM et copie sur HDD) des fichiers numériques correspondants aux pages de registre (scan ou photo),
- Archivage dans la collectivité,
- Archivage dans un endroit tiers,
- Redistribution des archives de l'ancienne Commune de Ross Bethio,
- Délivrance des titres d'affectation (Plan de rattrapage).

5.6.2 Amélioration générale des locaux et mobiliers

- Mesures de sécurité (contre eau),
- Mesures de sécurité (contre insectes),
- Mesures de sécurité (contre incendie),
- Mesures de sécurité (contre le vol),
- Organisation des consultations,
- Equipement mobilier,
- Equipement informatique

5.6.3 Mise en place de procédures et outils

- Digitalisation des registres (saisie avec CQE/CQI),
- Incitation à l'actualisation systématique (campagne d'information),
- Mise en place du nouveau modèle de registre et livre foncier,
- Mise en place des POAS.

5.6.4 Réalisation de formations sur l'archivage

(A l'usage des : Préfet, Sous-préfets, CADL, PCR, VPCR, ASCOM, membres Commission Domaniale)

5.6.5 Mise à disposition des documents de référence

- Création d'un CD-ROM de textes de base (documentation juridique et réglementaire) à distribuer en CR et Communes,
- Elaboration d'un cadre de sanctions éventuelles (compris contrôle des sanctions par exemple avec une tournée annuelle du Sous Préfet avec l'élaboration d'un rapport à transmettre à la hiérarchie et un rapport public national par an sur la conservation pour toutes les communautés rurales).

5.6.6 Cas spécifiques des OP

Les besoins semblent moindre au niveau des obligations à édicter ; par contre, c'est probablement là que la transparence est la plus faible et il faudrait donc instituer des cycles de formation à l'égard des responsables.

❖ CONCLUSION

La gestion foncière au Sénégal a donné naissance, avec les multiples expérimentations, à la mise en place d'outils de sécurisation foncière, des outils trouvant leur ancrage juridique dans l'arsenal juridique et institutionnel. La décentralisation, comme système de gestion administrative inclusif a fortement participé à l'éclosion et à l'expérimentation de ces outils dont certains (CDI, POAS) ont la particularité de n'exister, pour le moment, que dans les collectivités locales de la Vallée. Appelées à impulser le développement à la base, les collectivités locales gestionnaires du domaine national ont besoin de ces outils, qui en réalité participent à une meilleure sécurisation du foncier.

Au final, le constat qui se dégage, au regard des textes et des enquêtes de terrain sur les collectivités locales cibles du projet MCA, est qu'il faut revoir les outils tels que les registres et les livres fonciers dans leur forme et dans le fonds. L'imprécision et l'absence de détail dans les données qu'ils renferment font que beaucoup d'informations échappent et empêchent un suivi correct et régulier des opérations foncières. La mauvaise qualité des outils, due à une conservation défailante, est aussi de nature à faire perdre des données importantes dans les pratiques foncières, parce que jusque là, aucun modèle d'archivage n'est suivi par les collectivités locales. L'absence d'harmonisation de la tenue des outils fonciers fait en outre qu'il est difficile d'appréhender les pratiques dans leur globalité et dans les détails, tant au niveau des collectivités locales qu'à celui des nombreuses OP de la zone du projet. Un modèle simple d'archivage et de conservation des outils serait de nature à faciliter la circulation de l'information foncière par une meilleure tenue des outils.

En ce qui concerne les POAS, et la CDI, ils souffrent d'abord d'une réelle méconnaissance et maîtrise de la part des acteurs et méritent aujourd'hui une véritable politique de formation et de renforcement de capacités. En effet, si ces outils gardent leur charme au regard de leur originalité et de leur adaptabilité, les POAS et la CDI restent aujourd'hui, dans la plupart des communautés rurales, inappliquées pour diverses raisons sus-évoquées. Les communautés rurales chargées de mettre en œuvre ces outils ne semblent pas avoir été préparées à la gestion de ces outils. En plus, les populations ignorent manifestement l'existence et la pertinence de ces outils de sécurisation foncière. En outre, une bonne mise en œuvre de ces outils exige la réunion d'autres outils techniques et juridiques tels que les SIF (Système d'information Foncière) mais aussi et surtout une démocratie locale. Ces différents outils doivent aujourd'hui être mutualisés afin que les bonnes pratiques soient démultipliées dans d'autres collectivités locales du Sénégal.

La recherche d'une plus grande présence des femmes dans les instances délibératives locales doit être un objectif majeur dans la politique de décentralisation. De même, l'accès au foncier a une incidence sur la citoyenneté des femmes.

La détention d'un patrimoine foncier peu inciter les femmes à mutualiser leur force et leur voix pour défendre leur intérêt. Il faut procéder au renforcement des capacités techniques et

organisationnelles des femmes à travers des activités d'information mais aussi de communication et de formation. Sensibiliser les décideurs pour une meilleure prise en compte du genre dans les processus de développement et faciliter leur accès aux instances de décision.

Dans une perspective plus globale, un label de gouvernance locale doit être institué dans ces collectivités locales afin que les processus d'élaboration et de mise en œuvre des outils soient plus participatifs et que l'accès à l'information de la part du contribuable local soit plus effectif. Pour ce faire, il faut que ces outils de sécurisation soient également sécurisés. Ceci repose la problématique de leur conservation qui doit être adaptée à l'évolution des technologies de l'information et de la communication. A ce niveau, il faudra aujourd'hui utiliser tous les avantages offerts par l'outil informatique au niveau des collectivités locales pour sécuriser le foncier, qui est à la base du développement local.

Un autre problème mérite d'être soulevé : il s'agit du désintérêt de la part des populations locales à la gestion des affaires locales. Car, la mise en œuvre effective de ces outils de sécurisation ne peut se faire sans une compréhension des populations sur les enjeux de sécurisation. Un travail de communication et de formation doit être fait à ce niveau.

Un document spécifique aura pour objectif de proposer des modèles de registres et de livres fonciers, en vue de faciliter et de rendre claires les affectations foncières par les collectivités.

❖ ANNEXES

- Exemples de registres et autres outils fonciers des collectivités locales de la zone du projet
- Rapport d'enquêtes qualité sur les outils de sécurisation foncière

➤ EXEMPLE DE CARTES DU POAS

➤ CHARTE DU DOMAINE IRRIGUE (CDI)

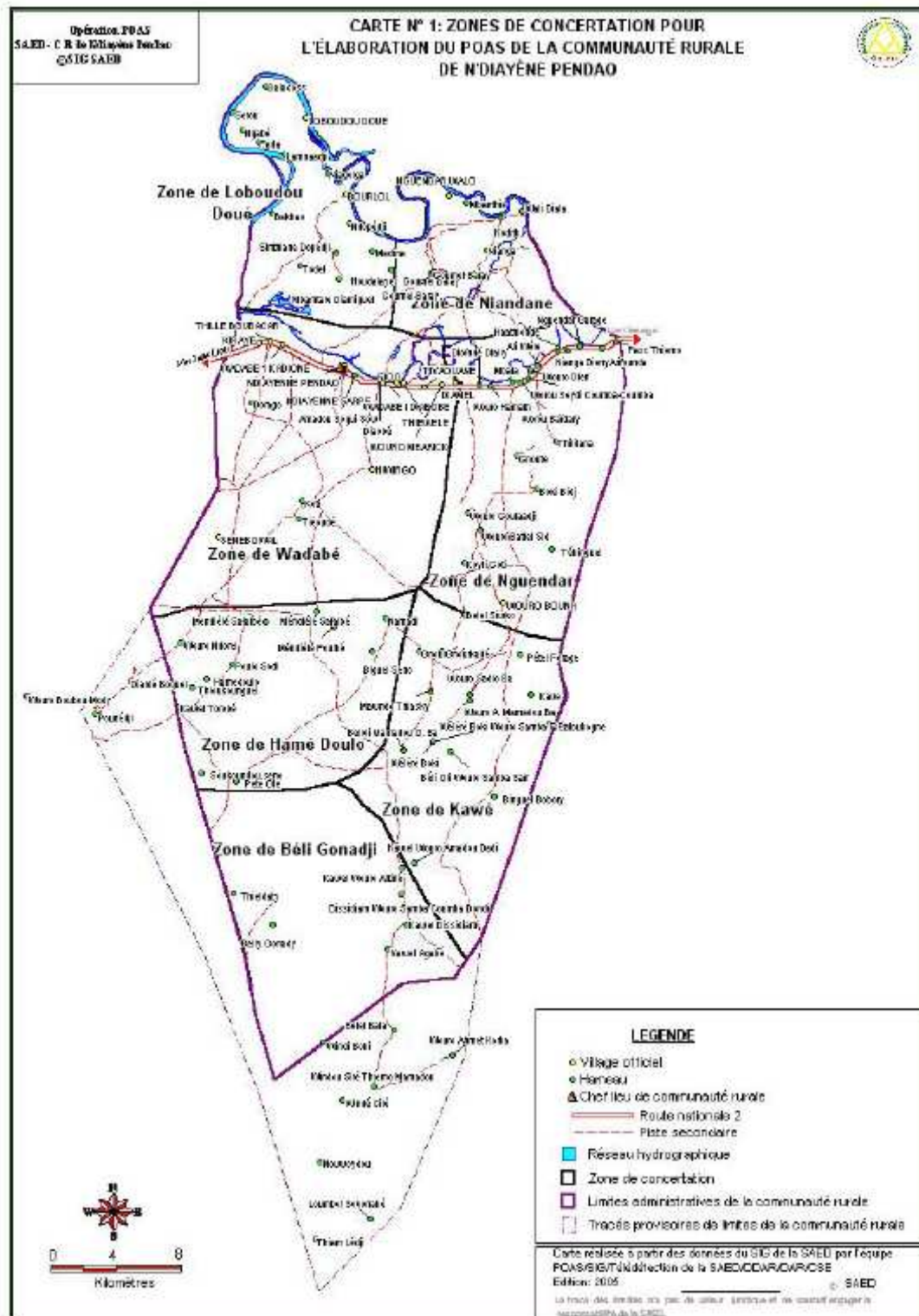
➤ RAPPORTS D'ENQUETES

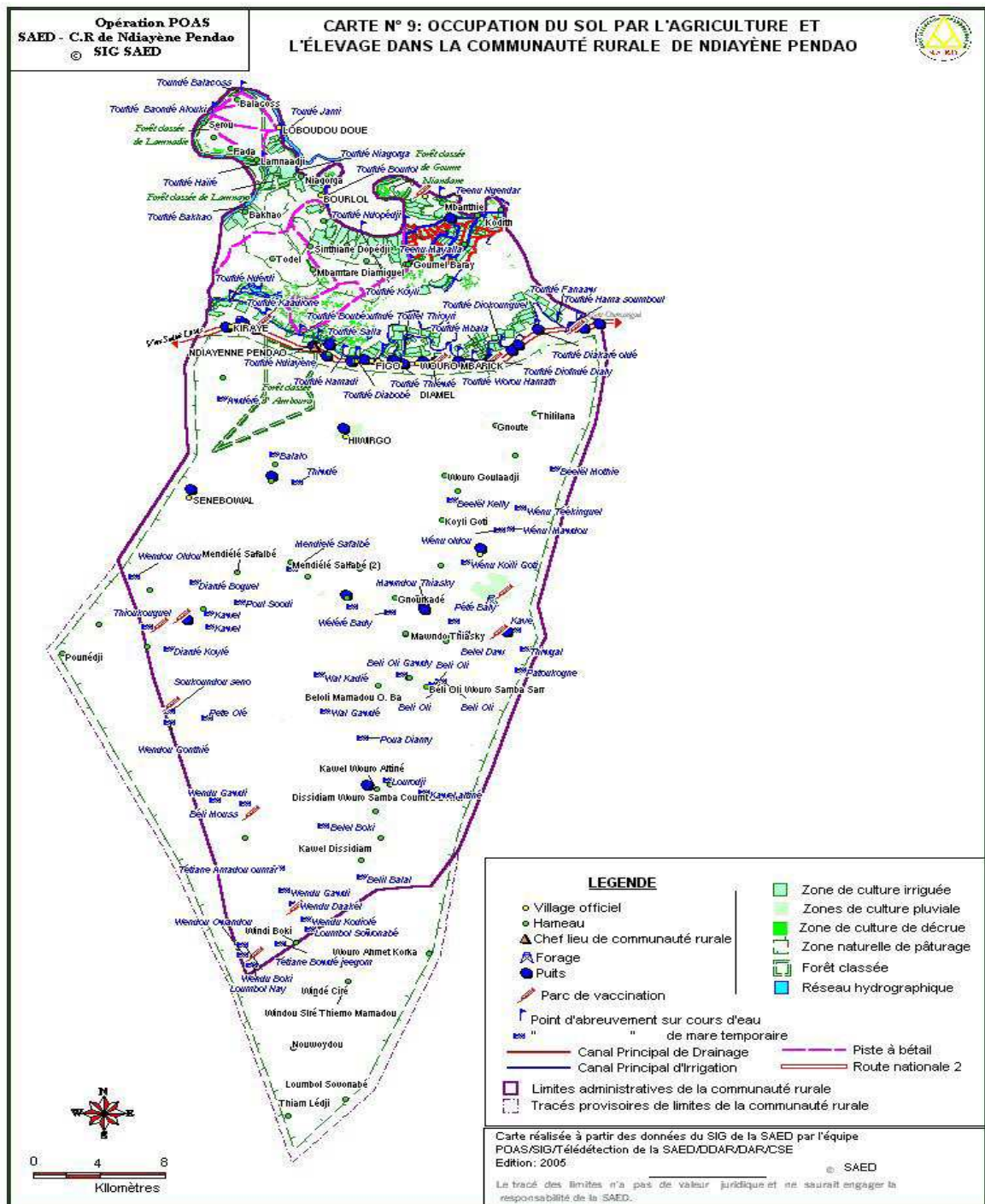
Enquêtes qualitatives sur les collectivités locales de la zone du Projet :

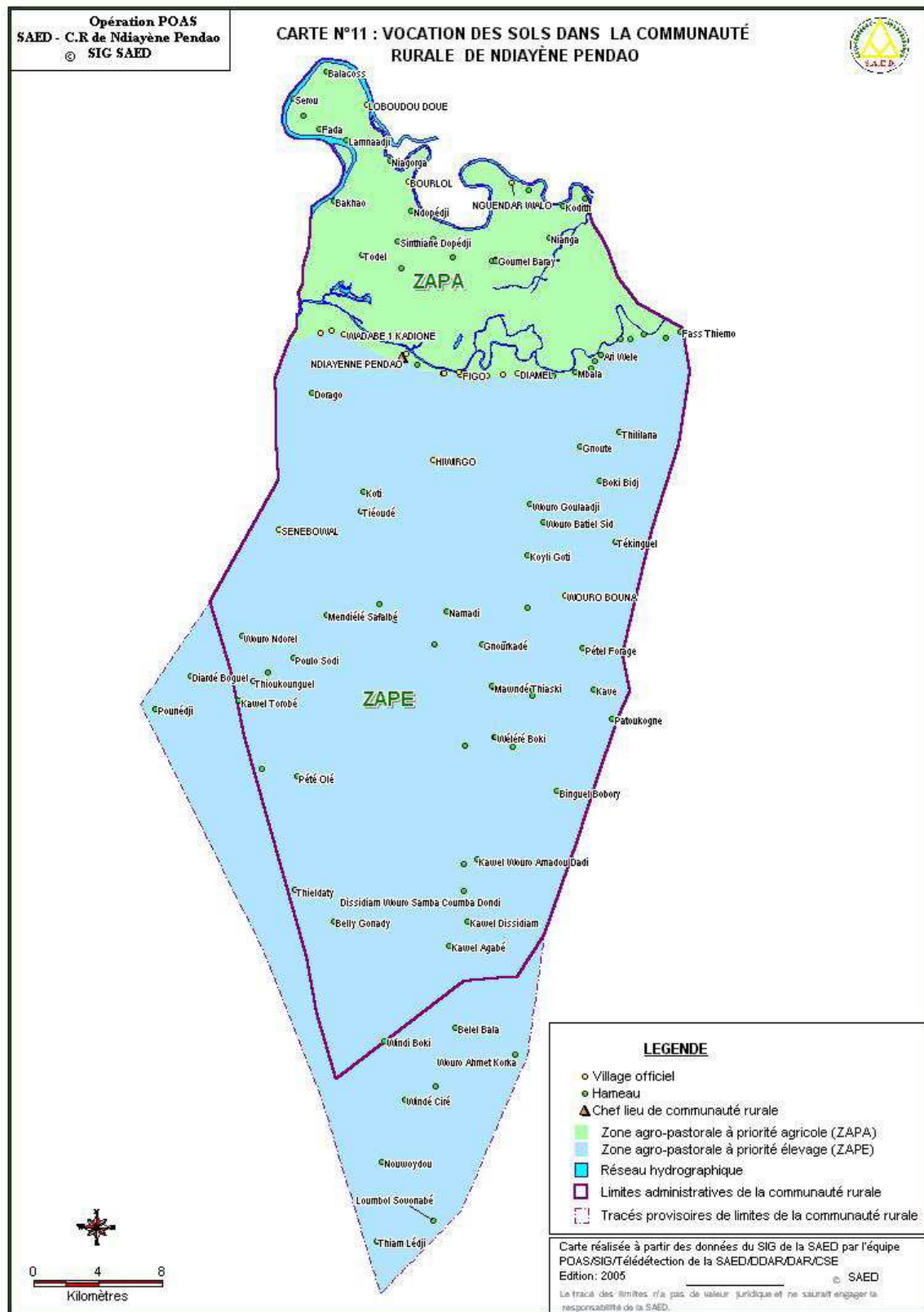
➤ TABLE DES ILLUSTRATIONS

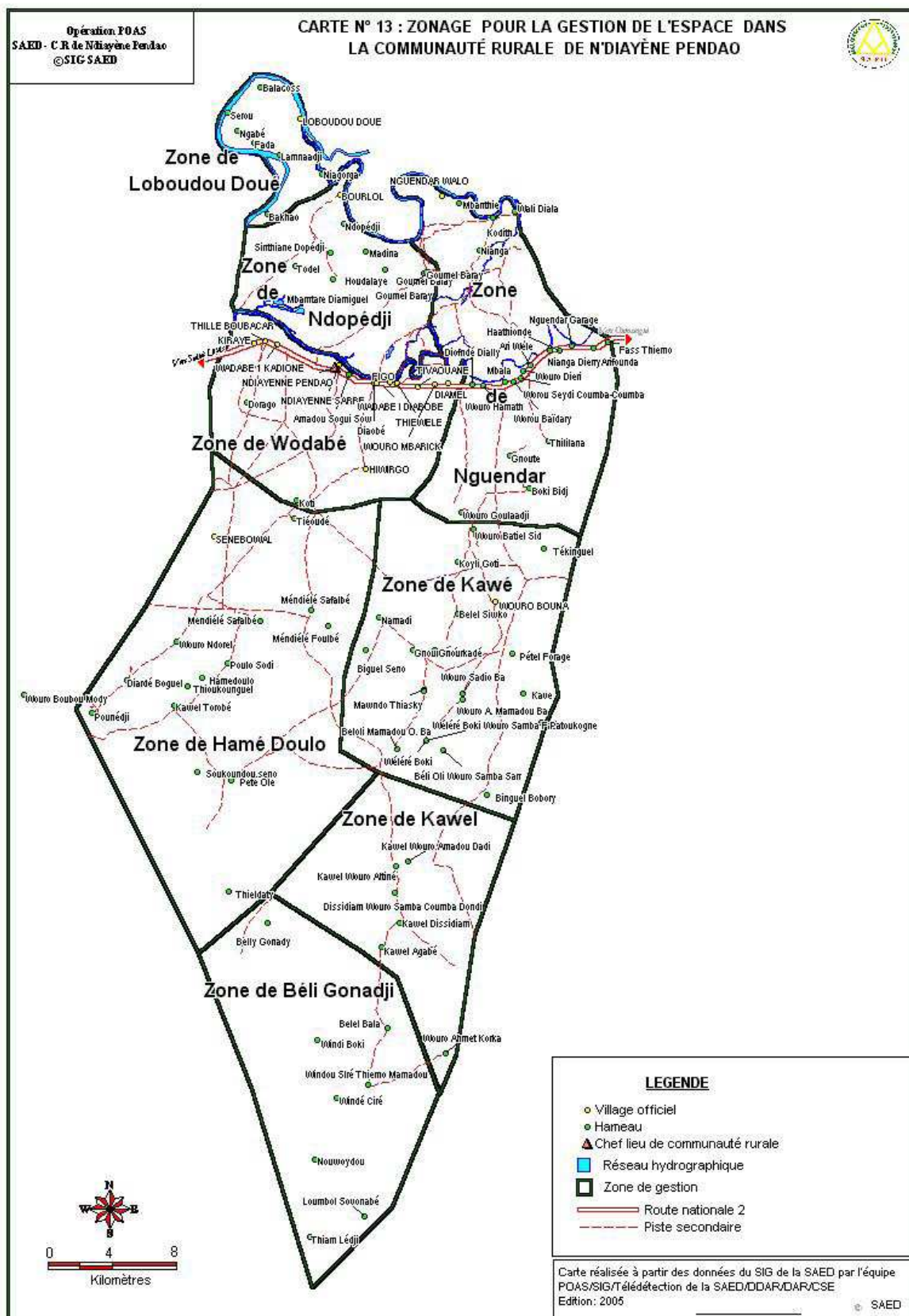
Photo 1 : Registre foncier de Dodel	71
Photo 2 : Registre foncier de Dodel (1ière page)	72
Photo 3 : Registre foncier de Dodel (dernière page)	72
Photo 4 : Registre foncier de Guédé Village.....	74
Photo 5 : Registre foncier de Guédé Village (page remplie)	74
Photo 6 : Registre de délibération de la Communauté rurale de Guédé Village	75
Photo 7 : Registre de délibération de Guédé Village (page remplie).....	75
Photo 8 : Registre foncier de Ndiayène Pendao	77
Photo 9 : Registre foncier de Ndiayène Pendao (page signée par le sous-préfet)	77
Photo 10 : Registre foncier de Ndiayène Pendao (contenu des pages).....	78
Photo 11 : POAS de Ndiayène Pendao (pages intérieures à la suite)	78
Photo 12 : Registre foncier de Gamadji Saré	81
Photo 13 : Registre foncier de Gamadji Saré	81
Photo 14 : Livre foncier de la Commune de Podor	82
Photos 15 : Livre foncier de la Commune de Podor (page intérieure)	83

EXEMPLE DE CARTES DU POAS : CR DE NDIAYENE PENDAO









CHARTRE DU DOMAINE IRRIGUE

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI

25.07.2007 007808

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT
RURAL ET DE L'AGRICULTURE

Projet d'Arrêté primatorial portant Charte
du Domaine Irrigué de la Vallée du Fleuve
Sénégal et de la Falémé

Rapport de présentation

La mise en valeur de la Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé a fait l'objet d'importants investissements publics. Le secteur privé qui s'est signalé au début de la politique de libéralisation a vu ses initiatives s'amenuiser progressivement.

Les superficies aménagées depuis l'introduction de l'irrigation font environ 95 000 hectares (ha). La superficie réellement exploitable n'excède pas 70 000 ha parmi lesquels près de 40 000 ha sont effectivement exploités par année agricole.

Ce taux relativement faible de mise en valeur découle, en grande partie, de pratiques d'acteurs influencés par une certaine idée reçue d'abondance des ressources en terre et en eau. En effet, les superficies abandonnées sont celles qui ont été aménagées de manière très sommaire (sans étude préalable, réseau d'irrigation peu fiable, sans drainage, etc.) ou celles dont les gestionnaires ont trop longtemps négligé la maintenance.

De telles pratiques reproduisent une agriculture extensive, gaspilleuse de sol et d'eau. Elles sont aux antipodes de l'objectif d'intensification pour rentabiliser durablement les investissements. Elles sont susceptibles de provoquer des dégradations pouvant être irréversibles: salinisation, alcalinisation, pollution par les produits phytosanitaires, etc.

Pourtant, l'eau et la terre sont des ressources limitées dans la Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé. Depuis 1994, le Plan Directeur de développement intégré de la Rive Gauche (PDRG) a arrêté une répartition précise du potentiel (240 000 ha) en consacrant 88 000 ha aux cultures irriguées, 33 000 ha aux cultures de décrue, 62 000 ha aux forêts et pâturages et le reste du potentiel pour la navigabilité du fleuve, la production d'électricité, etc.

Aujourd'hui, pour mieux gérer ce potentiel, un consensus est nécessaire entre l'Etat, les collectivités locales et les usagers afin de sauvegarder les ressources naturelles impliquées dans l'irrigation tout en assurant leur rentabilité.

C'est pourquoi l'institution de la présente Charte du Domaine Irrigué est une réponse adéquate à cette problématique de rationalisation et de sécurisation foncière dans la Vallée.

Elle est un outil qui repose, avant tout, sur les lois et règlements en vigueur auxquels elle apporte des compléments et approfondissements. Elle pose des règles d'utilisation optimale du domaine irrigué compte tenu du caractère limité, stratégique et dégradable des ressources en eau et en terre et de leur caractère de patrimoine national.

A travers une approche souple, elle répond, dans le cadre de la politique de décentralisation, aux exigences d'une pluralité d'interventions mais aussi à celles de sécurisation des acteurs locaux. En effet, l'élaboration concertée de cet outil s'est faite à travers une série de quarante quatre (44) ateliers au niveau des départements, des communes, des communautés rurales, du Comité d'élaboration et du Comité de pilotage créé par arrêté n°004343/MAE du 2 juillet 2002 du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage.

Au total, trente sept (37) collectivités locales de la Vallée concernées par l'irrigation ont été impliquées ainsi que les grandes organisations professionnelles agricoles et les services techniques de l'Etat. Cette large concertation a bénéficié de l'expertise de spécialistes en droit foncier et en décentralisation.

L'outil que constitue la Charte est destiné principalement à l'usage des communautés rurales qui ont la responsabilité de la gestion des terres du Domaine national (affectation et désaffectation). Elles en sont les premières bénéficiaires en ce qu'elle leur permet de répondre à certaines imprécisions du cadre de gestion dont elles disposaient jusque-là. La mise en application de la Charte est de leur ressort.

Tel est l'objet du présent arrêté primatorial portant Charte du Domaine Irrigué de la Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé.

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

Dakar, le 25 JUIL 2007

Arrêté primatorial portant Charte du Domaine Irrigué de la vallée du Fleuve Sénégal

Le Premier Ministre

- VU la Constitution ;
- VU la Charte des eaux du Fleuve Sénégal du 28 mai 2002 ;
- VU la Loi n° 64-46 du 17 juin 1964 relative au domaine National ;
- VU la loi n° 65-01 du 20 janvier 1965 portant création de la Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et de la Falémé ;
- VU la Loi n° 72-02 du 1^{er} février 1972 relative à l'Organisation de l'Administration Territoriale et Locale, modifiée ;
- VU la Loi n° 76-67 du 2 juillet 1976 portant Code du Domaine de l'Etat ;
- VU la Loi n° 81-13 du 4 mars 1981 portant Code de l'Eau ;
- VU la Loi n° 81-57 du 10 juillet 1981 portant modification du statut juridique de la SAED ;
- VU la Loi n° 96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités Locales ;
- VU la Loi n° 96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales, modifiée ;
- VU la Loi n° 98-03 du 08 janvier 1998 portant Code forestier ;
- VU la Loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001 portant Code de l'Environnement ;
- VU la loi n° 2004-16 du 04 juin 2004 portant loi d'orientation agro-sylvo-pastorale ;
- VU le Décret n° 72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du Domaine national comprises dans les communautés rurales ;
- VU le Décret n° 81-981 du 2 septembre 1981 approuvant les statuts de la SAED ;
- VU le Décret n° 96-1130 du 17 décembre 1996 fixant loi de transfert de compétences aux régions, communes et communautés rurales en matière de gestion et d'utilisation du domaine privé de l'Etat, du domaine public et du domaine national ;
- VU le Décret n° 98-555 du 25 juin 1998 portant application des dispositions du Code de l'Eau ;
- VU le Décret n° 98-557 du 25 juin 1998 portant création du Conseil Supérieur de l'Eau ;
- VU le Décret n° 2007-826 du 19 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le Décret n° 2007-828 du 19 juin 2007 portant nomination des Ministres et fixant la composition du gouvernement, modifié ;
- VU le Décret n° 2007-831 du 25 juin 2007 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministres, modifié ;

- VU l'Arrêté Ministériel n° 004343 du 02 juillet 2002 portant création du Comité de Pilotage de l'élaboration d'une Charte du Domaine Irrigué (CDI) de la vallée du fleuve Sénégal et de la Falémé;
- VU le Procès-verbal en date du 19 août 2004 du Comité de Pilotage portant adoption de la Charte du Domaine Irrigué de la Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé.

Sur présentation du Ministre du Développement Rural et de l'Agriculture

ARRETE

Article premier : Il est institué la Charte du Domaine irrigué de la Vallée du Fleuve Sénégal et de la Falémé.

Article 2 : Objet de la charte

La présente charte a pour objet la sécurisation complète des ressources (terres et eau) et leur mise en valeur dans le cadre d'une gestion rationnelle et durable.

Les dispositions de la présente charte portent sur les terres irrigables de la rive gauche du Delta du Fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé.

La notion de domaine irrigué concerne l'ensemble des terres relevant du domaine privé de l'Etat et des zones de terroir du Domaine National occupées par des périmètres hydro-agricoles ou des aménagements structurants et leurs voisinages, ainsi que toutes celles qui peuvent l'être grâce aux possibilités offertes par les barrages, qu'elles se situent dans le Waalo ou dans le Diéri.

La sécurisation renvoie ici à la préservation des ressources visées contre les différentes formes de dégradation pour garantir la mise en valeur et la clarification des relations entre les différents acteurs.

Article 3 : Conditions d'exploitation des terres du domaine irrigué

Pour exploiter une terre du domaine irrigué, il faut satisfaire aux conditions suivantes :

- disposer d'une assiette foncière mise à disposition par délibération du conseil rural ou par affectation par l'Etat, conformément aux lois et règlements ;

- disposer d'un dossier d'étude comportant, notamment, un plan d'aménagement approuvé par la SAED ou par toute autre structure habilitée (localisation, source de prélèvement, réseau d'irrigation et de drainage) et une description des activités agricoles envisagées.
- ne pas gêner l'accès à la source d'eau pour d'autres usagers.
- être pris en compte par la capacité de transit si la source d'eau est un adducteur.

Article 4 : Les critères de mise en valeur des terres du domaine irrigué

Tout attributaire d'une parcelle de terre du domaine irrigué est tenu :

- dans le cadre des aménagements hydro-agricoles publics, de réaliser un taux d'exploitation annuelle au moins égal à 100%;
- dans le cadre des aménagements privés, hydro-agricoles ou autres, de mettre en valeur toute la superficie affectée dans un délai maximum de 5 ans. Toutefois, la moitié de cette superficie doit être aménagée dans un délai strict de trois (3) ans.

Article 5 : Obligations générales des parties

Toutes les parties sont tenues de :

- ne reconnaître la qualité d'une mise en valeur qu'aux conditions décrites par la présente charte ;
- contribuer, chacune dans son domaine d'activité (formation, recherche-développement, mise à disposition de données, entretien/maintenance, conseil, communication, etc.) à la création des conditions définies de manière consensuelle comme nécessaires à la satisfaction de l'objectif commun ;
- n'intervenir sur le domaine irrigué que dans le respect des dispositions et des vocations des sols définies par l'Etat ou les Plans d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) des différentes communautés rurales, s'il en existe ;
- respecter les normes environnementales.

Article 6 : Obligations de l'Etat

- assurer un suivi régulier de la qualité des sols et des eaux et prendre les mesures de sauvegarde nécessaires,
- garantir l'approvisionnement permanent en eau d'irrigation notamment au niveau des principaux adducteurs sous réserve du respect, par les usagers, de leurs engagements dans le cadre de la présente charte.

- mettre en place les infrastructures structurantes nécessaires dans les zones sous équipées ou non équipées.

Article 7 : Obligations des collectivités locales concernées et de l'Etat.

- conformer aux dispositions de la présente charte toutes leurs décisions d'affectation de terres du domaine irrigué,
- faire signer, préalablement à toute décision d'affectation de terres du Domaine irrigué, un "Engagement de l'attributaire de terres du domaine irrigué",
- procéder au retrait de toute terre du domaine irrigué dont la mise en valeur ne se conformerait pas aux dispositions de la Charte et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 8 : Obligations de l'Attributaire d'une parcelle du domaine irrigué

Tout attributaire d'une parcelle du domaine irrigué est tenu de conduire sa valorisation conformément aux conditions définies par la présente charte, en particulier :

- la signature d'un engagement le liant à la communauté rurale,
- l'entretien et la maintenance des aménagements qu'il aura installés sur les terres qui lui sont attribuées,
- la participation à la maintenance des aménagements structurants dont dépend la mise en valeur des terres qui lui sont attribuées en contribuant, notamment, aux fonds de maintenance qui existeraient dans sa zone d'implantation par le paiement des redevances arrêtées,
- la gestion économique de l'eau et un suivi rigoureux des normes d'utilisation des produits phytosanitaires,
- une intensité culturale conforme à ce qui est indiqué dans l'engagement de l'attributaire du domaine irrigué.

Article 9 : Conditions d'application de la charte

Les conditions d'exploitation des terres du domaine irrigué ainsi que les critères de mise en valeur définis par la charte seront appliqués à travers un engagement signé par tout attributaire et visé par le Président du Conseil rural concerné dont un exemplaire est ci-annexé.

Article 10 : Il est créé, dans le cadre de l'application de la présente charte, un comité de suivi présidé par le Gouverneur de la Région de Saint-Louis et composé des représentants du Gouverneur de la Région de Matam, des Préfets des Départements

de Bakel et de Louga, des représentants des Conseils régionaux et ruraux de Saint-Louis, Matam, Louga et Tambacounda, des services régionaux impliqués et des représentants des usagers.

La mission dévolue audit comité est de vérifier le respect des orientations de la charte, de servir de cadre de référence, de concertation et de médiation pour la recherche de solution en cas de blocages concernant ladite charte.

Par ailleurs, le comité aura pour tâche de s'enquérir de l'état des ressources et d'initier, si nécessaire, la procédure de révision de la présente charte.

Article 11 :

Les Ministres chargés de l'Economie et des Finances, de l'Intérieur, des Collectivités Locales, de l'Environnement, de l'Hydraulique, de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Aménagement du Territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente charte qui prend effet à partir de sa date de publication au Journal Officiel de la République du Sénégal.



The image shows a circular official stamp of the République du Sénégal with the text 'LE MINISTRE DE L'INTERIEUR' and 'LE PRINCE ALBERT'. A signature is written over the stamp. Below the stamp is a rectangular box containing the name 'Cheikh Hadjibou SOUMARE'.

ENGAGEMENT D'ATTRIBUTAIRE DU DOMAINE IRRIGUE

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Région de

Arrondissement de

Département de

Collectivité locale

Engagement de l'attributaire du Domaine irrigué

En vertu de la Charte du Domaine irrigué de la Vallée du Fleuve Sénégal

Chapitre 1 : Identification

- **NOM :**
(personne physique ou morale)
- **Adresse ou siège social :**
- **Localisation de la terre attribuée :**
(zone POAS ou autre)
- **Village ou commune :**
- **Superficie attribuée :**

Chapitre 2 : Situation hydraulique

- Source de prélèvement :

- fleuve Sénégal / _____ /
- défluent/affluent non aménagé / _____ / - Nom :
- défluent/affluent aménagé / _____ / - Nom :
- chenal / _____ /
- autre / _____ / - préciser :

- Exutoire de drainage :

- fleuve Sénégal / _____ /
- défluent/affluent non aménagé / _____ / - Nom :
- émissaire / _____ / - Nom :
- zone de dépression / _____ / - Nom :
- autre / _____ / - préciser :

Chapitre 3 : Engagements

Soucieux de la préservation du patrimoine national sensible que constitue le domaine irrigué de la vallée du fleuve Sénégal, je m'engage à :

- m'acquitter de la redevance OMVS ;
- m'acquitter de la redevance instituée pour le fonds de maintenance de l'adducteur source de mes prélèvements d'eau ;
- me connecter à l'exutoire de drainage pour l'évacuation des eaux usées et m'acquitter de la redevance pour le fonds de maintenance qui y est institué ;
- disposer d'un dossier d'étude comportant, notamment, un plan d'aménagement approuvé par la SAED (localisation, source de prélèvement, réseau d'irrigation et de drainage) et les activités envisagées.
- accepter la vérification, par la SAED, de la conformité des travaux réalisés avec le plan d'aménagement.
- ne pas gêner l'accès de la source d'eau pour d'autres usagers.
- réaliser un réseau de drainage et sa connexion à un émissaire qui serait disponible,
- dans le cas des aménagements publics hydro-agricoles, réaliser, chaque année, une intensité culturale au moins égale à 1
- dans le cas des aménagements privés hydro-agricoles ou autres, mettre en valeur toute la superficie affectée dans un délai maximum de 5 ans. Toutefois, je m'engage à aménager la moitié de la superficie affectée dans un délai strict de trois (3) ans.

Fait à

Le

L'attributaire : M.....

Visa du président du Conseil rural de

■ COMMUNAUTE RURALE DE DODEL

<i>Communauté rurale de Dodel</i>		
<i>Questions abordées</i>		<i>Réponses fournies</i>
Outils de gestion foncière	Registre foncier	Oui
	POAS	Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) : en cours d'élaboration. Exécution par la SAED, partenaire de la communauté rurale.
	PUD	////////////////////////////////////
Système de conservation des documents		Selon Fatimata Sy, l'assistante communautaire, ce registre est gardé au niveau du secrétariat de la communauté rurale, dans les tiroirs du bureau.
Qui garde les documents ?		Le registre est en bonne qualité et bien entretenu par l'ASCOM.
Formation en archivage		ASCOM a suivi une courte formation en archivage avec le DGL/félo.
Besoin de formation en archivage		ESCOM manifeste son besoin en formation dans le domaine de l'archivage
Mise à jour des documents		Le registre en place date de 1987, mais il est mis à jour (dernière mise à jour le 16 octobre 2010).
Informatisation des documents		Pas de version informatique
La collectivité compte-elle informatiser les documents ?		La communauté rurale cherche une collaboration avec le PACR/VFS pour l'appui dans ce domaine.



Photo 1 : Registre foncier de Dodel

Ministère de l'Intérieur
Ministère chargé de la Décentralisation
Région de : Saint-Louis
Département de : Saint-Louis
Arrondissement de : Commune de Dodel

COMMUNAUTE RURALE DE: Dodel

N° d'Ordre	Bénéficiaire	N° et Date de la Délibération	Désignation de la Parcelle	Signature
1	GIE Thierno Sadio Ndiaye	19-12-87		
2	"- Amadou L. et Alpha Ndiaye	19-12-87		
3	Groupement Semane Diouane	19-12-87	Mamoudou	
4	GIE Mamadou Mamoudou BA	19-12-87	Dodel	
5	"- Semane Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
6	"- Mamadou Ndiaye Ndiaye	19-12-87	Dodel	
7	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
8	Groupement Semane Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
9	GIE Mamadou Ndiaye Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
10	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
11	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
12	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
13	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
14	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
15	"- Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
16	Groupement Semane Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
17	GIE Mamadou Mamoudou Ndiaye	19-12-87	Mamoudou	
18	Groupement Semane Ndiaye	22-12-88	Mamoudou	

Photo 2 : Registre foncier de Dodel (1ière page)

Republique du Sénégal
Un Peuple - Un But - Une Foi
Ministère de l'Intérieur
Ministère chargé de la Décentralisation
Région de : Saint-Louis
Département de : Saint-Louis
Arrondissement de : Saint-Louis

REGISTRE FONCIER
COMMUNAUTE RURALE DE: Dodel

N° d'Ordre	Bénéficiaire	Date de la Délibération	Désignation de la Parcelle	Signature du Président du Conseil R
1	IBA Diouf	22/05/2010	Mami Nianga-Ely	
2	Mamadou Ndiaye	22/05/2010	Kolongal Jaggala Ely	
3	Mamadou Ndiaye	16/10/2010	Dodel	
	Mamadou Ndiaye	16/10/2010	Zone Dodel (Patte Galle)	

Photo 3 : Registre foncier de Dodel (dernière page)

▪ **COMMUNAUTE RURALE DE GUEDE VILLAGE**

Communauté rurale de Guédé Village		
Questions abordées		Réponses fournies
Outils de gestion foncière	Registre foncier	Oui. Le registre a été constitué en 1991 Les délibérations ont commencé depuis 1981
	POAS	Oui. Le POAS est en phase d'application 6 zones ont été retenues dans le document : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Zone Guédé ✓ Zone Guia ✓ Zone Mboyo ✓ Zone Ngawlé ✓ Zone Nénette ✓ Zone Mbidi
	PUD	////////////////////////////////////
Système de conservation des documents		Les documents en questions sont gardés par l'ASCOM chez lui à Tarédji. Selon lui, beaucoup de gens viennent à Tarédji pour régler certaines formalités. C'est la raison pour laquelle les documents sont gardés chez lui.
Qui garde les documents ?		Les documents sont en bonne qualité et bien gardés par l'ASCOM.
Formation en archivage		Selon notre interlocuteur, il a subi une formation en archivage en 2004 avec le la SAFFOD
Besoin de formation en archivage		L'ASCOM dit avoir besoin d'une autre formation en archivage pour renforcer ses capacités.
Mise à jour des documents		Les documents sont mis à jour. Pour le registre, la dernière mise à jour était le 11/10/2010. En ce qui concerne le POAS, la dernière mise à jour était le 29 et 30 décembre 2010.
Informatisation des documents		Les documents sont informatisés. Pour le registre foncier, les affectations sont enregistrées dans un ordinateur. Pour le POAS, tout le document est informatisé.
La collectivité compte-elle informatiser les documents ?		La communauté rurale est en train de voir comment informatiser le registre foncier.



Photo 4 : Registre foncier de Guédé Village

REGISTRE FONCIER
COMMUNAUTE RURALE DE: GUÉDÉ-VILLAGE

N° d'ordre	Intéressé	Date de la Déclaration	Désignation de la Parcelle	Signature du Titulaire du Droit d'Usage	Appréciation de l'Etat	Autres Remarques
25	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 1		25/01/2010	25
26	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 2		25/01/2010	26
27	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 3		25/01/2010	27
28	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 4		25/01/2010	28
29	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 5		25/01/2010	29
30	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 6		25/01/2010	30
31	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 7		25/01/2010	31
32	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 8		25/01/2010	32
33	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 9		25/01/2010	33
34	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 10		25/01/2010	34
35	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 11		25/01/2010	35
36	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 12		25/01/2010	36
37	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 13		25/01/2010	37
38	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 14		25/01/2010	38
39	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 15		25/01/2010	39
40	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 16		25/01/2010	40
41	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 17		25/01/2010	41
42	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 18		25/01/2010	42
43	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 19		25/01/2010	43
44	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 20		25/01/2010	44
45	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 21		25/01/2010	45
46	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 22		25/01/2010	46
47	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 23		25/01/2010	47
48	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 24		25/01/2010	48
49	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 25		25/01/2010	49
50	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 26		25/01/2010	50
51	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 27		25/01/2010	51
52	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 28		25/01/2010	52
53	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 29		25/01/2010	53
54	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 30		25/01/2010	54
55	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 31		25/01/2010	55
56	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 32		25/01/2010	56
57	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 33		25/01/2010	57
58	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 34		25/01/2010	58
59	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 35		25/01/2010	59
60	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 36		25/01/2010	60
61	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 37		25/01/2010	61
62	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 38		25/01/2010	62
63	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 39		25/01/2010	63
64	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 40		25/01/2010	64
65	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 41		25/01/2010	65
66	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 42		25/01/2010	66
67	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 43		25/01/2010	67
68	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 44		25/01/2010	68
69	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 45		25/01/2010	69
70	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 46		25/01/2010	70
71	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 47		25/01/2010	71
72	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 48		25/01/2010	72
73	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 49		25/01/2010	73
74	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 50		25/01/2010	74
75	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 51		25/01/2010	75
76	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 52		25/01/2010	76
77	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 53		25/01/2010	77
78	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 54		25/01/2010	78
79	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 55		25/01/2010	79
80	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 56		25/01/2010	80
81	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 57		25/01/2010	81
82	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 58		25/01/2010	82
83	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 59		25/01/2010	83
84	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 60		25/01/2010	84
85	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 61		25/01/2010	85
86	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 62		25/01/2010	86
87	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 63		25/01/2010	87
88	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 64		25/01/2010	88
89	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 65		25/01/2010	89
90	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 66		25/01/2010	90
91	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 67		25/01/2010	91
92	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 68		25/01/2010	92
93	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 69		25/01/2010	93
94	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 70		25/01/2010	94
95	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 71		25/01/2010	95
96	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 72		25/01/2010	96
97	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 73		25/01/2010	97
98	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 74		25/01/2010	98
99	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 75		25/01/2010	99
100	M. N. N. N.	20/01/2010	Parcelle 76		25/01/2010	100

Photo 5 : Registre foncier de Guédé Village (page remplie)



Photo 6 : Registre de délibération de la Communauté rurale de Guédé Village

N°	DATES	OBJET DE L'ACTE	OBSERVATIONS
01	03-03-10	Délibération portant adoption du compte administratif de l'exercice 2008	Approuvée, le
02	03-03-10	Délibération portant adoption du budget de l'exercice 2010	Approuvée, le
03	11-05-10	Délibération portant affectation de 500 000 F pour le projet intégré de Ndiaguera - travaux d'aménagement et d'équipement d'une école	Approuvée, le
04	27-05-10	Délibération portant adoption du PLD, PAT, PLC et PLH	Approuvée, le
05	27-05-10	Délibération portant adoption du PAT / PNL troisième génération (2010)	Approuvée, le
06	27-05-10	Autorisation spéciale portant répartition de fonds de dotation de la décentralisation (2010)	Approuvée, le
07	27-05-10	Délibération portant affectation de 500 000 F pour l'implantation d'une antenne GSM (SONATEL) et un magasin de stockage et achat d'engrais (AKM)	Approuvée, le
08	11-10-10	Délibération portant affectation d'un terrain pour l'implantation d'une unité industrielle à Guia	Approuvée, le
09	11-10-10	Délibération portant affectation de terrain à usage d'habitation, près de l'agencement du lycée forain de Apoum Tonguel	Approuvée, le
10	11-10-10	Délibération portant affectation de terrain à usage d'habitation à Diatar et Guia	Approuvée, le
11	11-10-10	Délibération portant adoption du	Approuvée, le

Photo 7 : Registre de délibération de Guédé Village (page remplie)

▪ **COMMUNAUTE RURALE DE NDIAYENE PENDAO**

Communauté rurale de Ndiayène-Pendao		
Questions abordées		Réponses fournies
Outils de gestion foncière	Registre foncier	Les outils de gestion foncière existent
	POAS	Oui, depuis 2005
	PUD	////////////////////////////////////
Système de conservation des documents		Les documents sont gardés par l'administrateur de la collectivité locale dans la maison communautaire. La communauté rurale manque de matériels tels des armoires qui permettraient de mieux entretenir ces documents.
Qui garde les documents ?		L'assistant communautaire
Formation en archivage		D'après notre entretien, l'ASCOM a été formé en archivage.
Besoin de formation en archivage		Il a besoin d'un renforcement de formation en archivage.
Mise à jour des documents		L'ancien registre foncier n'était pas à jour du fait que beaucoup d'affectations n'ont pas été mentionnées. Grâce au partenariat avec le (programme d'appui aux communautés rurales de la vallée du fleuve Sénégal) PACR/VFS, un nouveau registre foncier a été mis en place depuis quelques semaines. Ce nouveau registre est en bonne qualité, bien entretenu. Ce même registre renseigne mieux sur les affectations que l'ancien. Beaucoup d'information ont été ajoutés pour plus de clarification.
Informatisation des documents		Pas de version informatique pour le registre foncier, mais pour le POAS, il y'a une version informatique
La collectivité compte-elle informatiser les documents		Pour le registre la communauté rurale est dans les procédures d'informatisation du registre. D'ailleurs, dans ce domaine le PACR/vallée est le principal partenaire de la collectivité.

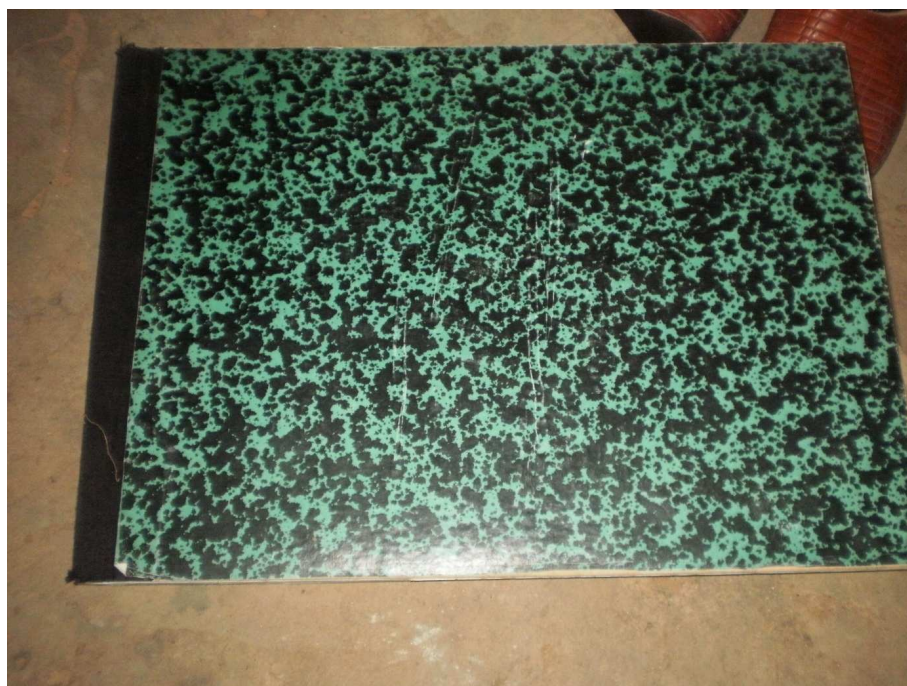


Photo 8 : Registre foncier de Ndiayène Pendao

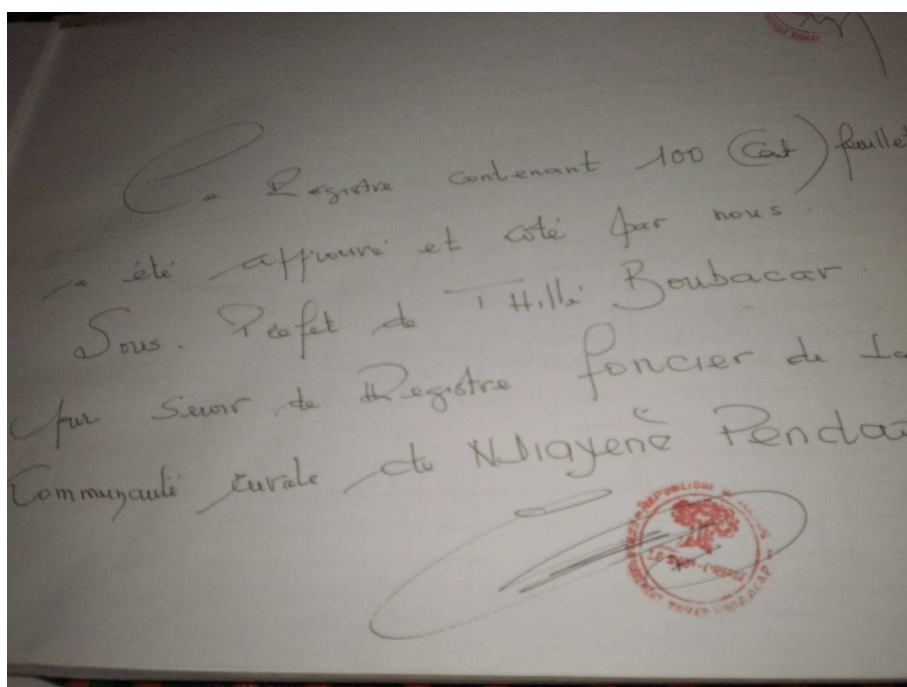


Photo 9 : Registre foncier de Ndiayène Pendao (page signée par le sous-préfet)

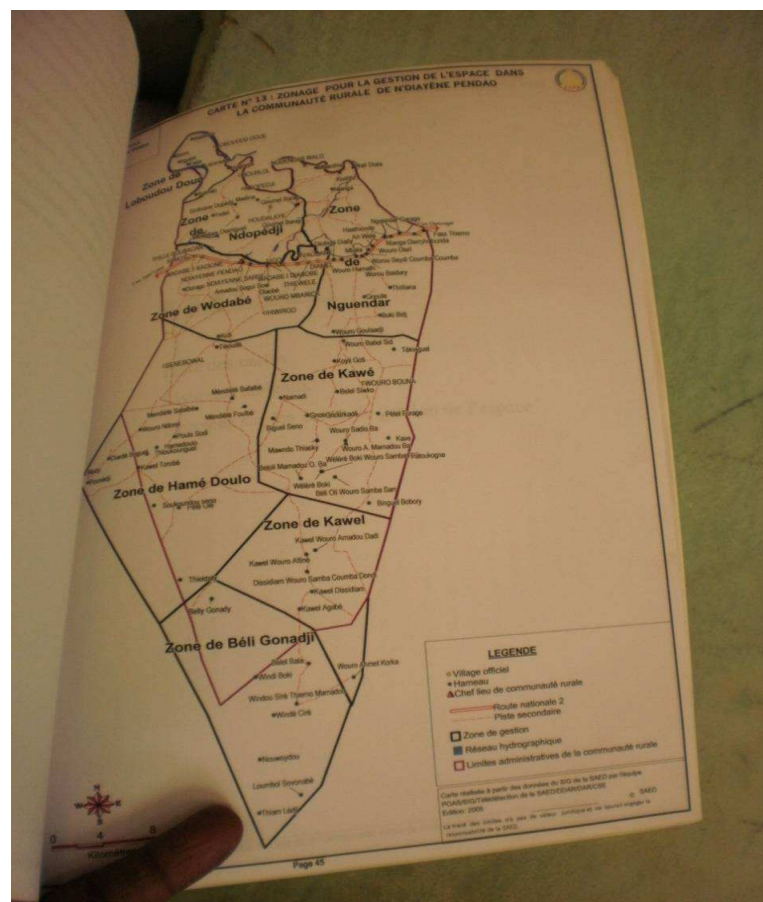


Photo 10 : Registre foncier de Ndiayène Pendao (contenu des pages)



Photo 11 : POAS de Ndiayène Pendao (pages intérieures à la suite)

SOMMAIRE	
4. Abréviations	Page 2
5. Table	Page 3
Section générale	Page 6
Site et organisation de la concertation	Page 8
et des lieux de l'occupation actuelle du sol	Page 13
1. Milieu physique	Page 14
1.1.1. Relief, climat, végétation	Page 16
1.1.2. Hydrographie	Page 16
1.1.3. Types de sol	Page 19
1.2. Les établissements humains	Page 23
1.3. Occupation par l'agriculture	Page 25
1.4. Occupation par l'élevage	Page 28
1.5. L'occupation réglementaire du sol	Page 30
1.6. Diagnostic de l'occupation actuelle du sol	Page 30
2. Enclavements et inondations	Page 30
3. Accès à l'eau	Page 30
4. Equipement communautaire	Page 30
5. Conflits agriculture / élevage	Page 31
6. Dégradation de l'environnement	Page 31
7. Gestion du foncier	Page 31
7. Contraintes à la pratique de l'agriculture	Page 31
II – Les règles d'occupation des sols et d'utilisation des ressources	Page 32
Section I – Relations agriculture / élevage	Page 34
Section II – Environnement	Page 41
Section III – Gestion foncière	Page 42
Section IV – Organisation pour l'application du POAS	Page 42
Annexes	Page 46
Liste des cartes	
Liste des tableaux	
Données sur les zones de gestion de l'espace	



POAS Ndiayène-Pendao

▪ **COMMUNAUTE RURALE DE GAMADJI SARE**

Communauté rurale de Gamadji Saré		
Questions abordées		Réponses fournies
Outils de gestion foncière	Registre foncier	Oui. Le registre foncier de la communauté rurale a été constitué en 1987. Les délibérations ont commencé bien avant cette année.
	POAS	Le POAS est en cours d'élaboration. Selon notre interlocuteur, le POAS est déjà adopté mais il reste à faire la cartographie des zones. Ce POAS serait en retard.
	PUD	////////////////////
Système de conservation des documents		Le registre foncier est gardé par l'assistant communautaire dans la communauté rurale. Parfois, le président garde aussi le registre. Dans tous les cas, le registre est toujours gardé dans la communauté rurale.
Qui garde les documents		Selon l'ASCOM, le registre foncier est caduc. Dans ce cadre, la communauté rurale est dans la procédure de mise en place d'un nouveau registre foncier.
Formation en archivage		Selon notre interlocuteur, il a participé à un séminaire de formation en 2004 avec le DGL/FELO : thème de formation : Gestion et finance locale. C'était une formation de courte durée.
Besoin de formation en archivage		L'ASCOM dit avoir besoin d'une autre formation en archivage de documents pour le renforcement de ses capacités.
Mise à jour des documents		La dernière mise à jour du registre foncier date de 2008.
Informatisation des documents		Le registre foncier n'est pas encore informatisé. c'est dans cette optique que la communauté rurale cherche un partenaire pour l'informatisation des documents.
La collectivité compte-elle informatiser les documents		Pour le POAS, le document n'est pas encore finalisé



Photo 12 : Registre foncier de Gamadji Saré

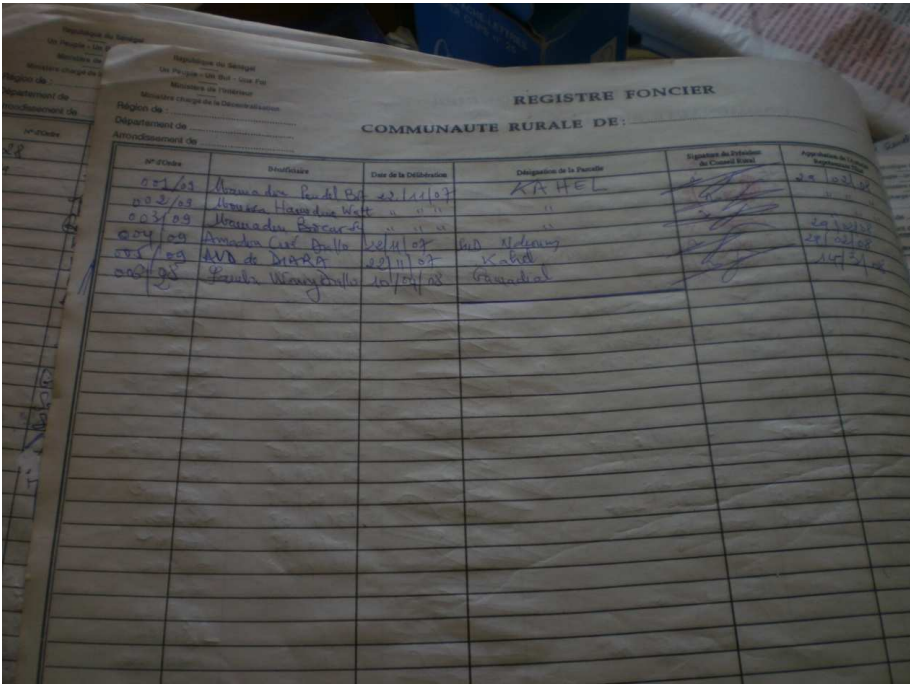


Photo 13 : Registre foncier de Gamadji Saré

▪ **COMMUNE DE PODOR**

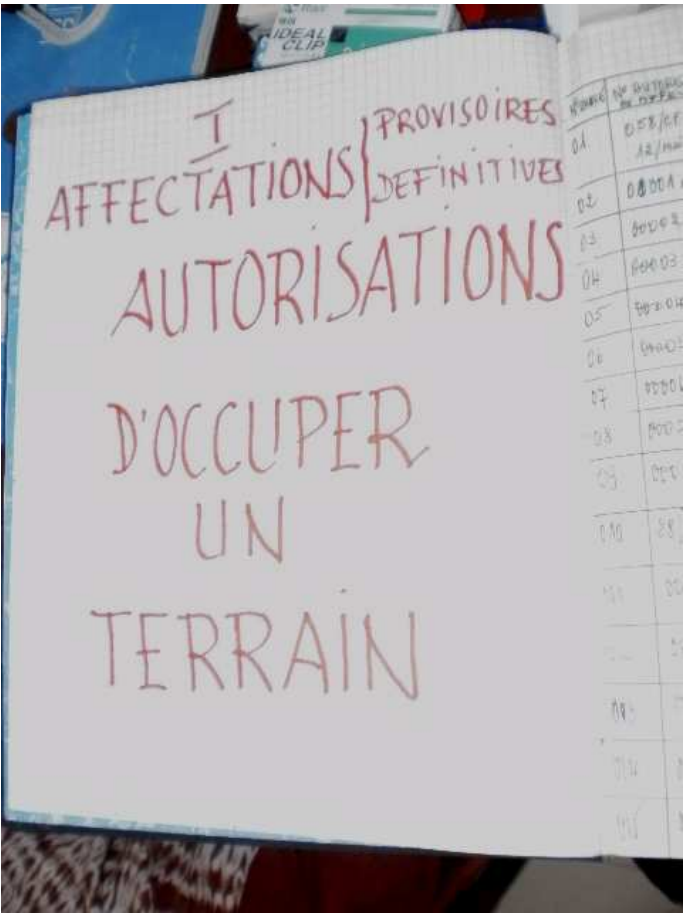
Commune de PODOR		
Questions abordées		Réponses fournies
Outils de gestion foncière	Registre foncier	Oui
	POAS	////////////////////////////////////
	PUD	Oui, mais il n'est plus utilisé à cause de sa détérioration
Système de conservation des documents		D'après notre entretien, les documents sont conservés au niveau du secrétariat de la mairie (tiroirs de bureau). Les documents vus sont de bonne qualité sauf pour le PUD que nous n'avons pas vu.
Qui garde les documents ?		Ces outils sont gardés par le secrétaire administratif de la mairie.
Formation en archivage		Le secrétaire a participé à un séminaire de formation en archivage.
Besoin de formation en archivage		Ils ont manifesté un renforcement et un élargissement de la formation aux autres élus.
Mise à jour des documents		Le registre en place date de 1997, mais il est mis à jours (dernière mise à jour le 22 novembre 2002).
Informatisation des documents		Pas de version informatique, sauf pour le dernier lotissement, il y a la liste des attributaires et ceux qui ont payé.
La collectivité compte-elle informatiser les documents ?		Oui, la mairie compte informatiser les documents pour mieux sauvegarder les données.



Photo 14 : Livre foncier de la Commune de Podor

N° D'occupation du terrain	Détenteur	Quartier	Réserve foncière
0001 du 12/01/98	Eglise Evangélique du Mousoul	Quartier	A. T. N° 001/98
0002 du 12/01/98	BIRAH NDIAYE	Quartier	A. T. N° 002/98
0003 du 12/01/98	Baboua	Quartier	A. T. N° 003/98
0004 du 12/01/98	PSC. BONISAL	Quartier	A. T. N° 004/98
0005 du 12/01/98	Alphonse B. B.	Quartier	A. T. N° 005/98
0006 du 12/01/98	SONES	Quartier	A. T. N° 006/98
0007 du 12/01/98	Amadou Tijane TINE	Quartier	A. T. N° 007/98
0008 du 12/01/98	Mamadou B. B.	Quartier	A. T. N° 008/98
0009 du 12/01/98	Regisr. K. B.	Quartier	A. T. N° 009/98
0010 du 12/01/98	Mamadou T. B.	Quartier	A. T. N° 010/98
0011 du 12/01/98	Chantier CSE 11805 Podor	Quartier	A. T. N° 011/98
0012 du 12/01/98	Makam	Quartier	A. T. N° 012/98

Photos 15 : Livre foncier de la Commune de Podor (page intérieure)



NB : pour le PUD, le document n'est plus utilisé à cause de sa détérioration